



ELLE PORTE UN NUMÉRO D'IDENTIFICATION COMPOSÉ D'AU MOINS 8 CHIFFRES

NOUVELLE CARTE D'ÉTUDIANT, UN OUTIL PRATIQUE À UTILISATIONS MULTIPLES

Lire en page 5



EN VERTU D'UNE CONVENTION SIGNÉE ENTRE L'ONOU ET L'ENTREPRISE SETRAM

LE MÉTRO ET LE TRAMWAY GRATUITS POUR LES ÉTUDIANTS EN ALGÉRIE

Lire en page 16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / MARDI 29 AOÛT 2023 // N°629 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

POUR POURVOIR DE NOUVEAUX POSTES

LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÛRETÉ NATIONALE RECRUTE

Lire en page 16



ACTIONS D'ÉCLAT DES FIDAYINE EN FRANCE

UNE ÉTAPE CRUCIALE DE LA LUTTE ARMÉE

Lire en page 4



PR DJENOUHAT, PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE D'IMMUNOLOGIE :

«LE NOUVEAU VARIANT NE CONSTITUE PAS UNE MENACE»

Lire en page 5



UN RAPPORT DE L'OPAEP LE MET EN LUMIÈRE

L'ALGÉRIE SE POSE EN LEADER DANS L'EXPORTATION DU GNL

Lire en page 6



LA LIBYE EST EMPÊTRÉE DANS UNE CRISE DIPLOMATIQUE

LES TENSIONS S'Y EXACERBENT À NOUVEAU DE FAÇON TRÈS PRÉOCCUPANTE

Lire en page 3





DÉMANTÈLEMENT DE DEUX RÉSEAUX CRIMINELS DE TRAFIC DE DROGUE À ORAN

Les services de police d'Oran ont démantelé deux réseaux criminels de trafic de drogue, arrêté cinq individus et saisi une quantité de psychotropes et de cocaïne, dans deux opérations distinctes dernièrement, selon la direction de la Sûreté de wilaya. Ces deux opérations ont été menées par les services de la Sûreté de daïra d'Arzew et de la Sûreté urbaine du quartier USTO (Oran) sur la base d'informations dénonçant des mouvements suspects de membres de deux réseaux s'adonnant à la vente de ce poison. La surveillance accrue des activités des membres de ces réseaux a abouti à l'arrestation des mis en cause suite à un ordre du procureur de la République territorialement compétent



après perquisition dans leurs domiciles, selon la cellule de communication et des relations publiques. La même source a indiqué que les membres des deux réseaux, au nombre de cinq, dont des repris de justice, signalant la saisie de 378 comprimés psychotropes, de 28,40 grammes de cocaïne,

d'une somme de 690.000 DA issue de la vente de la drogue et d'un lot d'armes blanches prohibées, en plus de deux véhicules utilisés dans la vente de la drogue. Des procédures judiciaires ont été engagées à l'encontre des mis en cause qui seront présentés devant la justice, a-t-on souligné.

LA FRANCE ANNONCE L'INTERDICTION DU PORT DE L'ABAYA À L'ÉCOLE

Le ministre de l'Éducation français Gabriel Attal a affirmé vouloir donner des « règles claires au niveau national » concernant le port de l'abaya qui fait polémique. Gabriel Attal a tranché. « On ne pourra plus porter d'abaya à l'école », a indiqué le ministre de l'Éducation nationale dimanche 27 août sur TF1, affirmant vouloir donner des « règles claires au niveau national » aux chefs d'établissement scolaire. Le ministre, interrogé sur ce sujet polémique depuis plusieurs mois après des incidents liés aux ports de ces tenues, une longue robe traditionnelle couvrant tout le corps, a annoncé souhaiter s'entretenir « dès la semaine prochaine » avec les responsables d'établissements scolaires pour les aider à appliquer cette interdiction. « La laïcité, c'est une liberté de s'émanciper par l'éco-

le », a martelé le ministre. Dès sa nomination rue de Grenelle fin juillet, il avait jugé que venir à l'école en abaya était « un geste religieux, visant à tester la résistance de la République sur le sanctuaire laïque que doit constituer l'école », promettant d'être « ferme sur ce sujet ». « Vous rentrez dans une salle de classe, vous ne devez pas être capable d'identifier la religion des élèves en les regardant », a-t-il encore défendu au journal de 20 heures de TF1. La question du port de l'abaya, qui n'est pas un signe religieux musulman, selon le Conseil français du culte musulman (CFCM), a déjà fait l'objet d'une circulaire de l'Éducation nationale en novembre dernier. Dans ce texte, les abayas sont considérées – comme les bandanas et jupes longues, également cités – comme des tenues pouvant

être interdites si elles sont « portées de manière à manifester ostensiblement une appartenance religieuse ». Mais les chefs d'établissement attendaient des règles plus claires sur ce sujet face à la recrudescence des incidents. Selon une note des services de l'État, dont l'AFP a obtenu copie, les atteintes à la laïcité, bien plus nombreuses depuis l'assassinat de Samuel Paty, ont augmenté de 120 % entre l'année scolaire 2021-2022 et 2022-2023. Le port de signes et tenues, qui représentent la majorité des atteintes, a lui augmenté de plus de 150 % tout au long de la dernière année scolaire. Depuis la loi du 15 mars 2004, « dans les écoles, les collèges et les lycées publics, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit ».

CANTINE SCOLAIRE, UN TAUX DE COUVERTURE DE 100% COMME OBJECTIF

La cantine scolaire a longtemps souffert de la mauvaise gestion des responsables locaux. Cependant, pour cette année, le département de Belabed a affirmé que ces temps sont bien révolus, en annonçant un taux de couverture des cantines scolaires de 100%. « Il y a une forte volonté du gouvernement d'aller vers un taux de couverture de 100%, c'est ce que nous allons faire dès cette rentrée », a-t-il assuré. Soulignant que l'éducation nationale est la priorité du gouvernement, le ministre a fait savoir qu'aucune augmentation n'a été opérée sur les prix des manuels scolaires et cela malgré la hausse du prix du papier.

UNE FEMME DONNE NAISSANCE À DES QUINTUPLÉS AU CHU MUSTAPHA PACHA



Une femme a donné naissance, dimanche 27 août, à cinq bébés après avoir subi une césarienne au niveau du service Gynécologie-obstétrique du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Mustapha-Pacha, a indiqué la cellule de communication de l'établissement hospitalier. L'état de santé des bébés, à savoir trois (3) filles et deux (2) garçons, et de la maman est actuellement stable, sachant que le service assurait le suivi de ce cas depuis la 9^e semaine de grossesse, selon la même source.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : DÉBUT MARDI DES TRANSFERTS UNIVERSITAIRES



Les transferts universitaires (cas particuliers) pour les nouveaux bacheliers débuteront mardi et se poursuivront jusqu'au 1er septembre prochain, a annoncé le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Les transferts universitaires (cas particuliers) pour les nouveaux bacheliers (2023) se feront en

ligne via la plateforme électronique sur le même compte utilisé pour les inscriptions, et ce, du 29 août 2023 à 00:00 au 1er septembre 2023, a indiqué lundi le ministère dans un communiqué. Pour rappel, il s'agit de la quatrième étape des inscriptions universitaires, effectuées intégralement en ligne dans le cadre de la politique "zéro papier".

UN BOMBARDEMENT DE L'ENTITÉ SIONISTE MET L'AÉROPORT D'ALEP HORS SERVICE

Un bombardement de l'entité sioniste a mis hors service tôt lundi matin l'aéroport de la deuxième ville de Syrie, Alep (nord), a rapporté l'agence de presse officielle Sana citant une source militaire. "Vers 04H30 (01H30 GMT), l'ennemi sioniste a

mené une agression aérienne depuis la Méditerranée, à l'ouest de Lattaquié, contre l'aéroport international d'Alep", occasionnant des "dégâts matériels sur le tarmac ayant mis l'aéroport hors service", a ajouté Sana.

BRICS VERS UN CONTRÔLE ABSOLU DE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE MONDIALE ?

Le 15e sommet des BRICS s'est clôturé, jeudi 24 août, avec la création des BRICS+. Une version élargie du nombre de membres de l'organisation. Des membres qui comptent dans leur rang, plusieurs des plus gros fournisseurs de brut du monde. La géopolitique globale n'est potentiellement plus la même. Cette terminologie n'est peut-être pas un hasard. En effet, elle a une certaine analogie avec

l'OPEP+. C'est l'alliance énergétique regroupant les membres de l'Organisation des pays exportateurs (OPEP), en plus d'autres grands producteurs de pétrole non membres de l'OPEP. Les BRICS+, c'est comme l'OPEP+, les 5 pays membres traditionnellement connus, en plus de 7 nouveaux pays adhérents. Ce sont l'Éthiopie, l'Argentine, l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Iran, les Émirats arabes unis (EAU). En effet, l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Iran et les Émirats arabes unis (EAU) sont notoirement des pays pétroliers importants. L'Éthiopie et l'Argentine n'ont pas le même statut, mais abritent des ressources pétrolières substantielles.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:
ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz
Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)
Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 -
(021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 -
(021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

LA LIBYE EST EMPÊTRÉE DANS UNE CRISE DIPLOMATIQUE

Les tensions s’y exacerbent à nouveau de façon très préoccupante



Le gouvernement libyen a annoncé dimanche que Najla al-Mangoush faisait l’objet d’une «enquête administrative», après que le ministre des Affaires étrangères d’Israël Eli Cohen a révélé s’être entretenu avec elle la semaine dernière.

Alors que tous les yeux sont braqués sur Niamey et Abderrahmane Tiani, il serait utile de regarder vers la Libye, pays central de la première grande déflagration du Sahel en 2011. Deux événements importants sont venus se greffer l’un à l’autre pour converger vers un ensemble plus cohérent dans la compréhension du fait politique : la rencontre-surprise d’El Mangoush avec son homologue israélien en Italie et le début du mouvement militaire d’envergure du maréchal Khalifa Haftar vers le sud, au motif de faire pièce aux groupes armés tchadiens. Rapprochés des autres événements de la région - mouvement de l’armée française au sud de la Libye, positionnement des armées malienne et burkinabé au Niger, frémissements d’Alassane Outtara au sein de la Cedeao, etc. - les deux événements de la Libye complè-

tent un tableau qui promet d’être plus clair et plus cohérent les prochains jours. El Mangoush est aujourd’hui, limogée, sur fond de sa rencontre avec son homologue israélien à Rome, la semaine dernière, selon les déclarations d’une source du ministère libyen des Affaires étrangères à Anadolu. Si elle précise que la rencontre était « informelle », le ministre israélien des Affaires étrangères, Eli Cohen, lui, a déclaré à la presse israélienne qu’il avait eu, pour la première fois dans l’histoire, une rencontre avec la ministre libyenne des Affaires étrangères. Sur ce timing, le maréchal Haftar lance une opération militaire contre des rebelles tchadiens. Pour quelle raison ? Les forces armées du maréchal Khalifa Haftar, l’homme fort de l’est de la Libye, répondent que la vaste opération militaire dans le sud du pays

visait à déloger des rebelles tchadiens. Des frappes aériennes ont été menées près de la frontière avec le Tchad. Prétexte fragile au vu de la situation interne au Tchad qui ne permet pas pour le moment à N’jaména de poursuivre ses opposants à la lisière libyenne, où la puissante communauté toubou se concentre. Le mouvement de Haftar est inquiétant à plus d’un titre, car son action militaire a été déclenchée au lendemain de son entrevue avec une délégation de responsables militaires russes, menée par un vice-ministre de la Défense, et qui est arrivée en Libye sur invitation du maréchal Khalifa Haftar, l’homme fort de l’est du pays. Selon les propos du porte-parole de Haftar, l’objectif de cette opération militaire est d’étendre l’autorité de l’armée libyenne (comprendre : celle de la Cyré-

naïque) sur l’ensemble du territoire libyen. Clair, net et sans quiproquo. Reste maintenant à savoir si ce mouvement est en relation avec celui de la France dans le Fezzan, car les Français démentent pareille initiative militaire, rapportée par des spécialistes de la question depuis une semaine déjà. La question est de savoir si ces événements, créés dans le sillage de la crise politique au Niger, sont de nature à porter préjudice directement ou indirectement à l’Algérie. Car, à cette strate de l’analyse géopolitique, la concentration d’une telle somme d’événements dans la proche périphérie de l’Algérie est symptomatique d’une situation cohérente. Remarquons, enfin, que ces événements sont enclenchés alors que la médiation d’Alger pour imposer une solution politique au Niger prend forme.

Par Oukaci Fayçal

LA VOX POPULI EN LIBYE EXIGE SA TÊTE

Dbeibeh décide de limoger la ministre Najla al-Mangoush

La rencontre d’El Mangoush avec son homologue israélien avait-elle été le faux pas de trop de la ministre des Affaires étrangères libyennes ? Tout porte à le croire, d’autant que les citoyens ne se sont pas attardés dans plusieurs villes libyennes pour réclamer son limogeage. De ce fait, le Premier ministre libyen Abdul Hamid Dbeibeh a décidé, hier, de limoger la ministre des Affaires étrangères Najla al-Mangoush, après sa rencontre avec son homologue israélien à Rome, la semaine dernière. D’après des sources libyennes, Dbeibeh avait décidé de limoger al-Mangoush lors d’une visite qu’il avait effectuée à l’ambassade palestinienne dans la capitale Tripoli, et que Dbeibeh a affirmé, lors de sa rencontre avec l’ambassadeur palestinien en Libye,

Mohamed Rahal, le soutien de la Libye à la cause palestinienne, et que ce qu’a fait al-Mangoush "ne représente pas la position du gouvernement et du peuple". Le ministère israélien des Affaires étrangères avait annoncé, dimanche, que le ministre Eli Cohen avait rencontré son homologue libyenne al-Mangoush, lors d’une réunion, la "première du genre" selon son expression, entre des responsables des deux pays, qui n’entretiennent pas de relations diplomatiques. Par la suite, Dbeibeh a émis une décision stipulant la suspension de la ministre des Affaires étrangères de manière préventive et de la renvoyer devant une commission d’enquête. Le ministère libyen des Affaires étrangères a, pour sa part, déclaré par voie de communiqué

que "ce qui s’est passé à Rome était une rencontre informelle et non préparée, lors d’une réunion avec le ministre italien des Affaires étrangères". La loi libyenne n° 62 de 1957 interdit à toute personne physique ou morale de conclure, en personne ou par un intermédiaire, un accord de quelque nature que ce soit avec des organismes ou des personnes résidant en Israël, qui portent la nationalité ou travaillent pour le compte d’Israël ou pour le compte de celui qui représente ses intérêts. Selon la loi libyenne, toute infraction à cette loi est passible d’une peine de réclusion d’au moins 3 (trois) ans à une peine maximum de 10 (dix) ans, et une amende pourrait d’ailleurs être imposée par le verdict.

I.M.Amine/A.A.

DANS LE PROLONGEMENT DE LA GUERRE DES PUISSANCES AU SAHEL

HAFTAR LANCE UNE OPÉRATION MILITAIRE CONTRE DES REBELLES TCHADIENS

Voici le profil d’un homme qui inquiète au sein de la classe politique libyenne même. Inquiétant, silencieux et au repos, il est plus inquiétant encore quand il bouge. Alors qu’il se lance dans des opérations militaires, il faut toujours chercher à qui profite cette manœuvre pour comprendre tant l’homme dérouté et leurre sur ses objectifs.

Le fait est que les forces armées du maréchal Khalifa Haftar, l’homme fort de l’est de la Libye, ont annoncé une vaste opération militaire dans le sud du pays, visant à déloger des rebelles tchadiens. Des frappes aériennes ont été menées près de la frontière avec le Tchad.

« Officiellement », il s’agit d’une vaste opération "militaire et sécuritaire" pour déloger des factions de l’opposition tchadienne ; de même, ces opérations visent à sécuriser la zone et rassurer les habitants face au terrorisme, au crime organisé, à la traite des êtres humains et au trafic de drogue", a indiqué dans un communiqué le ministère de la Défense du gouvernement de l’Est libyen.

Et c’est le général Saddam Haftar, fils du maréchal et commandant des forces terrestres, qui dirige les opérations et est en contact permanent avec le maréchal. La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute du régime de Mouamar Kadhafi en 2011. Depuis un an, le pays est dirigé par deux gouvernements rivaux : l’un à l’Ouest, mené par Abdelhamid Dbeibah, et l’autre à l’Est, soutenu par Khalifa Haftar. Le domino nigérien est l’enjeu du Sahel depuis près d’un mois. Tous les événements qui s’articulent autour n’ont pas uniquement vocation à remettre Bazoum en place, mais de procéder à des grands changements dans la triple région maghrébo-saharo-sahélienne, dans le prolongement de la guerre en Ukraine et du changement de paradigmes monde émergent - monde occidental.

I.M.Amine

AGRÉMENT À LA NOMINATION D’AMBASSADEURS D’ALGÉRIE DANS QUATRE PAYS

Quatre pays ont donné, hier, l’agrément à la nomination d’ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires de la République algérienne, a annoncé le ministère des Affaires étrangères. Il s’agit, selon les détails fournis par le département d’Ahmed Attaf, de la Suède, du Luxembourg, le Madagascar et du Timor-Leste. Le ministère des Affaires étrangères a précisé que l’agrément de nomination auprès du Royaume de Suède concerne M. Seddik Saoudi, celle auprès du Grand-Duché du Luxembourg concerne M. Mohamed El Amine Bencherif, avec résidence à Bruxelles, celle auprès de la République de Madagascar concerne Filali Ghouini, et celle auprès du Timor-Leste concerne M. Nor-Eddine Benfreha, avec résidence à Canbera.

R.N.

ACTIONS D'ÉCLAT DES FIDAYINE EN FRANCE

Une étape cruciale de la lutte armée pour le recouvrement de la souveraineté nationale



Conformément aux directives de la direction politique, les opérations menées par les fidayine ont ciblé des sites stratégiques sur le sol français. Ces actions d'éclat ont provoqué la terreur chez les Français...

Les participants à une rencontre organisée, dimanche à Alger, à l'occasion du 65^e anniversaire des actions d'éclat menées par les fidayine sur le sol français, ont mis en avant le rôle majeur des émigrés algériens dans l'ouverture d'un «second front» de la Révolution au cœur du territoire de l'ennemi, une étape cruciale de la lutte armée pour le recouvrement de la souveraineté nationale. Les participants à cette rencontre, organisée par l'Association Machâal Echahid, ont affirmé que la date du 25 août 1958 marquait une étape cruciale, celle de la lutte armée portée sur le sol français, grâce aux

sacrifices des militants qui activaient sous la bannière du Front de libération nationale (FLN). Le moudjahid Mohamed Ghafir, dit Moh Clichy, membre de la Fédération de France du FLN durant la Guerre de libération nationale, a fait savoir que la décision historique de porter la Révolution algérienne sur le sol français «a eu l'effet d'un véritable coup de tonnerre pour les Français, qui ont pu ainsi ressentir les souffrances endurées par les Algériens sous le joug colonial», ajoutant que «les actions d'éclat menées avaient également créé une crise politique en France». «Conformément aux directives de la direction politique, les

opérations menées par les fidayine ont ciblé des sites stratégiques sur le sol français», a-t-il précisé, soulignant que la grève des huit (8) jours, déclenchée par les Algériens en 1957, l'offensive du Nord-Constantinois (20 août 1955) et le Congrès de la Soummam (20 août 1956) avaient «grandement incité le Front de libération nationale à porter la Révolution en territoire ennemi». Ces actions d'éclat ont provoqué la terreur chez les Français, selon le moudjahid Moh Clichy, qui souligne que l'opération la plus retentissante restera celle dirigée contre le plus gros dépôt de stockage de carburant du Sud-est de la France, celui de Mourepiane, lorsque la presse française avait titré: «c'est une catastrophe nationale». Toutes les opérations «ont été menées dans le respect des instructions données : à savoir épargner les civils», a-t-il rappelé.

R. N.

DÉCÈS DU MOUDJAHID
BOUSNANE BOUMENDJEL

**LE PRÉSIDENT
DE L'APN REND
HOMMAGE
AUX EXPLOITS
REMARQUABLES
DU DÉFUNT**

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a transmis ses sincères condoléances à la famille du moudjahid et officier de l'Armée de libération nationale (ALN), Bousnane Boumendjel. Dans un message empreint d'émotion, il a rendu hommage aux exploits remarquables du défunt au sein de la Wilaya II historique pendant la glorieuse guerre de Libération nationale. Profondément attristé par la nouvelle du décès de Bousnane Boumendjel, moudjahid et officier de l'ALN, Boughali a exprimé sa tristesse en soulignant «sa soumission à la volonté d'Allah». Il a évoqué «le dévouement de Bousnane Boumendjel à la défense de la patrie pendant la Révolution ainsi que son engagement militant après l'indépendance». «Nous disons adieu aujourd'hui à un homme qui a consacré sa vie au service de son pays. Ses qualités exceptionnelles et ses actes héroïques resteront à jamais gravés dans nos mémoires, à l'instar de ses compagnons chouhada et moudjahidine. Leur exemple doit continuer de nous inspirer à construire l'avenir de l'Algérie et à la préserver de toutes les adversités», a-t-il souligné. Le président de la chambre basse du Parlement a conclu en priant pour que «le défunt repose en paix et soit accueilli dans le vaste paradis par Allah Tout-Puissant». Il a également demandé à «Allah de fournir patience et réconfort à la famille endeuillée en ces moments difficiles».

R.N.

GROS PLAN SUR «DZAIR MEDIA CITY»

Un groupe d'experts techniques représentant le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, ainsi que les bureaux d'études algérien et chinois impliqués dans le projet de construction de «Dzair Media City» vient d'effectuer une visite de travail à l'établissement de la Radio algérienne. La visite s'inscrit dans le cadre des préparations des études relatives à la nouvelle cité médiatique. L'équipe d'experts a entamé sa visite par l'inspection minutieuse de la grande salle de conférence, du centre de distribution de diffusion et d'une série de studios, où les émissions radiophoniques prennent vie. Les responsables administratifs et techniques de l'Établissement de la Radio algérienne ont accueilli

l'équipe et ont fourni des explications approfondies sur la configuration des espaces de travail, la distribution stratégique des studios et les équipements de pointe qui alimenteront les ondes. L'objectif central de cette visite était de créer une vision tangible et prospective des futures installations médiatiques. Les experts ont cherché à comprendre la disposition optimale des différents espaces pour les différentes chaînes de radio, tout en prenant en compte les besoins technologiques en constante évolution. La nouvelle cité médiatique, «Dzair Media City», représente bien plus qu'un simple ensemble de bâtiments. Elle incarne l'engagement de l'Algérie envers l'innovation média-

tique, offrant un environnement propice à la création, à l'apprentissage et à la diffusion de contenus de qualité. Les synergies entre les experts algériens et chinois, ainsi que la contribution du ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme renforcent la confiance en la réussite de ce projet novateur. Cette visite constitue une étape cruciale dans le processus de développement de la «Dzair Media City». Elle ouvre la voie à des discussions plus approfondies, à l'ajustement des plans et à la préparation pour les étapes futures du projet. Les résultats de cette visite contribueront sans aucun doute à façonner un avenir médiatique moderne et dynamique pour l'Algérie. Pour rappel, le 5 juillet 2023, le président de la Répu-

blique, Abdelmadjid Tebboune, a posé la première pierre du projet de réalisation de la nouvelle ville médiatique «Dzair Media City» à Ouled Fayet (Alger). S'étendant sur une superficie de 74 hectares, «Dzair Media City» comprend une zone dédiée aux médias, des studios de tournage, un village d'artistes, un espace d'enseignement et de recherche, ainsi qu'une zone multiservices. La zone dédiée aux médias abritera les sièges de l'Entreprise publique de Télévision (EPTV), l'Agence Algérie Presse Service (APS), l'Établissement public de Télédiffusion d'Algérie (TDA), l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP), la Radio algérienne et la chaîne «AL24news».

R.N.

Début des affectations des enseignants de l'éducation physique pour le palier primaire

L'affectation des enseignants d'éducation physique et sportive dans les écoles primaires à travers différentes régions du pays, a débuté hier dans le cadre de la confirmation de cette matière pour la première fois dans le primaire, a annoncé le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, cité dans une dépêche de l'APS. Il s'agit d'enseignants titulaires d'une licence dans cette spécialité, qui assureront l'encadrement des élèves, ce qui aura un impact positif sur la qualité de l'enseignement, a souligné le ministre lors d'une conférence de presse à l'occasion de sa visite d'inspection dans

la wilaya de Tiaret. Cette démarche permettra de découvrir tôt les aptitudes physiques des élèves dont ceux aux besoins spécifiques, a-t-il affirmé, soulignant qu'elle permettra d'alléger la charge qui pèse sur les professeurs de langue arabe qui assuraient eux-mêmes l'enseignement de cette matière, jusqu'à ce que les autorités ont décidé de revaloriser cette spécialisation, notamment que les structures et l'encadrement sont disponibles. M. Belaabed a aussi affirmé que toutes les écoles de la wilaya de Tiaret, comme à travers les wilayas du pays, veilleront à ce que cette matière soit

enseignée dans l'enceinte des établissements scolaires ou voisins, d'une manière définie par les responsables du secteur. S'agissant de l'enseignement de la langue anglaise dans le palier primaire, le ministre a fait savoir que le livre scolaire de la quatrième année est disponible dans différents points de vente, ajoutant que les procédures pour le recrutement et la formation d'enseignants dans la spécialité ont été, par ailleurs, lancées. En ce qui concerne l'examen d'évaluation des acquis, adopté à la fin de la cinquième année primaire, a permis de connaître le niveau des élèves avec exactitude, ce qui

a permis d'établir un programme de traitement pédagogique récemment approuvé, qui sera appliqué à partir de la prochaine rentrée scolaire. M. Belaabed a, par ailleurs, abordé la numérisation du secteur, qui a touché toutes les opérations de gestion et de pédagogie comportant les données sur plus d'un million de travailleurs et 11 millions d'élèves, soulignant que la numérisation a plusieurs avantages, comme la facilitation des mutations inter-wilayas des enseignants, avec des avis favorables pour 93% des cas contre 31% dans le passé.

Y.B.

ELLE PORTE UN NUMÉRO D'IDENTIFICATION COMPOSÉ D'AU MOINS 8 CHIFFRES

Nouvelle carte d'étudiant, un outil pratique à utilisations multiples

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui s'est lancé dans un vaste chantier de modernisation et de numérisation en s'appuyant sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, semble avancer de façon satisfaisante. Aujourd'hui, le ministère travaille à la mise au point d'une carte unique et unifiée qui regroupe tous les services fournis par l'université.



Grâce à cette carte, l'étudiant ne va désormais plus s'encombrer de plusieurs cartes, de transport, de résidence, d'accès aux infrastructures pédagogiques... comme cela a été le cas jusqu'à présent. La nouvelle carte, disponible dès cette rentrée universitaire, couvri-

ra à la fois le volet pédagogique et celui des aux œuvres universitaires tels que l'hébergement, la restauration et le transport. Selon les détails rapportés par Ennahar, et repris par plusieurs médias, le département de Baddari a adressé une instruction à la direction des œuvres univer-

sitaires lui demandant d'adopter une carte d'étudiant unique et unifiée pour tous les services universitaires. Une carte qui servira, à partir de la rentrée prochaine, à la fois pour l'accès aux infrastructures pédagogiques et aux services relevant des œuvres universitaires. Selon

les détails rapportés, cette carte accompagnera l'étudiant tout au long de son cursus de formation universitaire. Cette carte est dotée d'une technologie d'identification par ondes Rfid qui la relie à la base de données numérique des étudiants. Cette carte constituera, est-il encore précisé, une carte d'identité universitaire, d'une part, et comme un support de développement continu de l'environnement numérique au profit des étudiants, d'autre part. Détaillant les caractéristiques techniques de cette nouvelle carte, le ministère de l'enseignement et de la recherche scientifique a précisé que ses dimensions prévues sont de 85 mm sur 54 mm, et qu'elle devra être blanche en recto verso. Elle devra également, est-il précisé, être équipée d'une puce Rfid à une fréquence de 125 kHz, et porter un numéro d'identification composé d'au moins 8 chiffres. Selon les détails fournis concernant le contenu de la carte, le recto sera dédié aux données liées au volet pédagogique de l'étudiant, tandis que le verso est réservé aux services fournis par les œuvres universitaires. Le ministère aura défini même la composition de la commission qui devra se charger de l'établissement de cette carte dans chaque université. Cette commission devrait être composée de membres qualifiés, représentant les services de la pédagogie et des services des œuvres universitaires. Ces derniers sont chargés chacun dans son domaine de porter les données de l'étudiant dans cette carte, tandis qu'un technicien s'occupera de relier le numéro d'identification unique de l'étudiant à ses données numériques contenues dans la base de données.

Y. B.

P^R DJENOUGHAT, PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE D'IMMUNOLOGIE :

«LE NOUVEAU VARIANT NE CONSTITUE PAS UNE MENACE»

Un nouveau variant de la Covid a été détecté récemment dans plusieurs pays. Le chef de service du laboratoire central de l'hôpital de Rouiba (Alger) et président de la Société algérienne d'immunologie, en parle dans un entretien accordé à nos confrères d'El Moudjahid. Djenouhat explique que le variant qui vient d'être détecté ne constitue pas une menace, et ce, pour plusieurs raisons : La première est que le variant «Eris» ou le «EG.5» est une sous-lignée du variant «Omicron» du Covid-19. C'est un variant qui n'est pas loin du variant Omicron mais a deux particularités : il se transmet plus rapidement que le variant précédent, mais sur le plan pathologique il n'est pas virulent. C'est un variant qui est apparu en février dernier en Inde. Il circule depuis presque sept ou huit mois déjà sans avoir causé de dégâts. Et selon lui, en Algérie, si on fait des séquençages, on la trouvera. Djenouhat ajoute qu'au niveau de l'hôpital de Rouiba, des cas de Covid ont été enregistrés. Ces cas ont la même symptomatologie qu'Omicron (une symptomatologie bénigne à savoir des maux de tête, une fièvre, un fatigue et une faiblesse un peu plus intense, mal de gorge ou une pharyngite, une petite toux). Ce sont des symptômes qui ne nécessitent pas d'hospitalisation. Il n'y a pas de signes alarmants ou de signes d'atteinte pulmonaire. C'est un syndrome pseudo-grippal, ce qui montre que ce variant n'est pas virulent. Le variant dont il est question a été détecté aux Etats-Unis où un nombre important de cas d'hospitalisation a été enregistré et depuis l'alerte a été lancée pour surveiller l'évolution de la situation par rapport à la propagation de ce nouveau variant du Covid-19. Il faut savoir que plusieurs pays ont constaté que le variant Eris est entrain de prédominer et dans les quelques semaines, il sera le variant majoritaire. Cependant, ces pays n'ont pas enregistré de cas d'hospitalisation liés au variant Eris comme c'est le cas aux Etats Unis. Il faut savoir aussi que la plupart des Occidentaux ont acquis leur immunité par la vaccination, comme d'ailleurs aux États-Unis. En Algérie, rappelle-t-il, nous étions pour la vaccination anti-Covid jusqu'à l'apparition du variant Omicron. Et de poursuivre : « depuis l'apparition de ce variant, nous avons dit qu'il ne faut plus parler de vaccin. Effectivement, nous avons cessé de faire des campagnes de vaccination ou de sensibiliser la population pour se faire vacciner, alors que les autres pays ont continué la vaccination ». Lors de l'apparition du Covid dans le monde, les experts étaient certains que l'atteinte par le Covid-19 et par la grippe saisonnière en même temps pouvait donner lieu à une symptomatologie très grave. « Heureusement durant les deux années du Covid, relève-t-il, il n'y a pas eu de circulation du virus de la grippe ». Ce dernier a été prédominé par le virus du Covid-19 et ses variants. « Par contre, explique-t-il, cette année, on aura trois virus qui vont circuler en même temps : le virus de la grippe, le nouveau variant du Covid «Eris», en plus du virus respiratoire syncytial (VRS) qui touche les enfants et on a enregistré déjà quelques cas ». Durant le mois de septembre, prédit-il, on s'attend à avoir encore plus de cas.

Y.S.

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EN LÉGUMES SECS

Des visites inopinées pour débusquer les fraudes et les irrégularités



Des visites inopinées sont effectuées par les brigades des directions de wilaya du commerce dans les Commerces au détail, et chez les grossistes pour s'assurer de l'application des prix affichés par les pouvoirs publics à travers l'OAIC (office algérien interprofessionnel des céréales) qui est devenu le seul organisme habilité à importer les légumes secs. Ces derniers sont soutenus par l'Etat. Selon des agents de la wilaya de Blida, le premier constat est qu'il y a abondance de ces produits sur le

marché. Une abondance confirmée par des responsables de l'OAIC qui soulignent que la distribution de ces produits s'effectue de manière à ce qu'il n'y ait aucune pénurie, au centre du pays du moins. L'OAIC rappelait, le 7 juillet dernier à travers un communiqué, les tarifs appliqués à tous les niveaux de la chaîne de distribution, du grossiste au consommateur, en passant par le détaillant et le commerçant. Une opération imposée par les prix spéculatifs qu'avaient connus des produits comme les len-

tilles, les haricots, les pois chiches et le riz, accompagnée par une campagne de sensibilisation des services du commerce et de la répression des fraudes. Dans sa note adressée aux CCLS (coopérative de céréales et légumes secs), l'OAIC rappelle les prix qui doivent être appliqués sur le marché. Ainsi, les pois chiches doivent être affichés à 350 DA/kg pour les transformateurs, 355 DA/kg pour les grossistes, 360 DA/kg pour les détaillants et arriver à 380 DA/kg chez le consommateur. Les lentilles et les haricots blancs (loubia) sont à 250 DA/kg pour les entreprises de transformation, 255 DA/kg pour les grossistes, 260 DA/kg pour les détaillants et 280 DA/kg pour le consommateur. Le riz est à 130 DA/kg pour les entreprises de transformation, 135 DA/kg pour les grossistes, 140 DA/kg pour les détaillants et 160 DA/kg pour les consommateurs. Tels sont les prix censés être affichés. Mais la réalité est toute autre.

R.N.

UN RAPPORT DE L'OPAEP LE MET EN LUMIÈRE

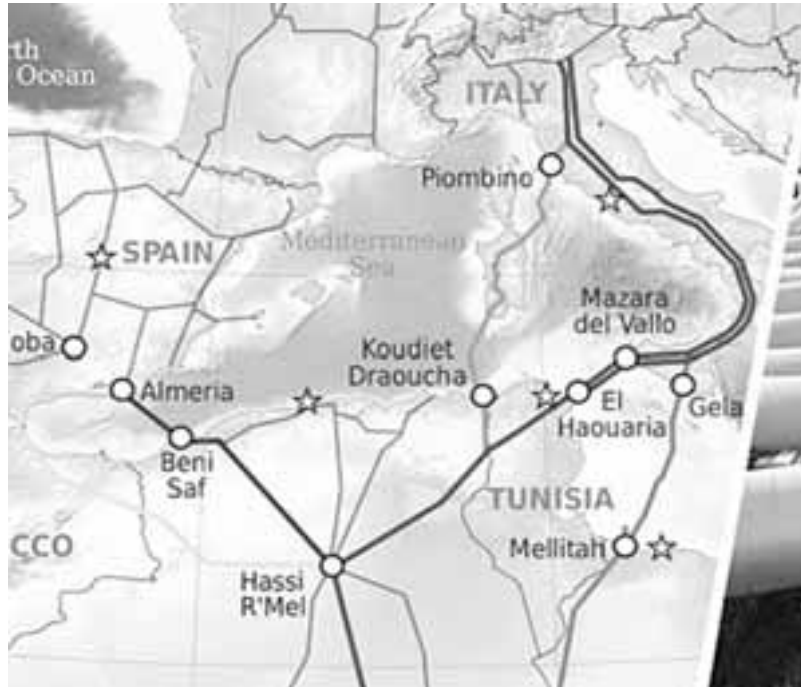
L'Algérie se pose en leader dans l'exportation du GNL dans le monde arabe

Le Groupe Sonatrach a souligné dans sa revue publiée hier que « selon le dernier rapport de l'Organisation des pays arabes

exportateurs de pétrole (OPAEP), diffusé récemment, l'Algérie s'est positionnée en tant que leader des exportations de gaz

naturel liquéfié (GNL) parmi les pays arabes au cours du premier trimestre de l'année 2023. »

Sonatrach y a écrit que « cette remarquable performance témoigne de la robustesse de l'industrie gazière algérienne ainsi que de la pertinence de sa stratégie commerciale au sein d'un marché mondial en constante évolution. » L'Algérie a connu une croissance impressionnante de ses exportations de GNL, affichant le taux de croissance le plus élevé parmi les nations arabes. Cette ascension fulgurante est attribuée à plusieurs facteurs clés qui ont contribué à positionner le pays en tête du secteur énergétique régional. L'une des forces majeures de l'Algérie réside dans ses capacités de production et de transformation du GNL. Grâce à des installations modernes et performantes, le pays a su exploiter ses ressources naturelles pour produire du gaz naturel liquéfié de haute qualité, répondant ainsi à la demande croissante sur les marchés mondiaux. Ces unités de transformation GNL de pointe ont joué un rôle essentiel dans la croissance rapide des exportations algériennes. En outre, l'Algérie bénéficie d'infrastructures de transport bien développées, permettant une distribution efficace du GNL vers ses partenaires internationaux. Ces infrastructures solides sont le fruit d'investissements conséquents dans le développement des réseaux de transport, assurant ainsi la fluidité des opérations et la satisfaction des clients. La réputation d'être un fournisseur d'énergie fiable a également été un atout majeur pour l'Algérie. Grâce à des décennies d'expérience dans l'industrie énergétique, le pays a su établir des relations solides avec ses clients, basées sur la confiance



et la qualité de ses produits. L'entreprise nationale Sonatrach, en particulier, a développé une stratégie de commercialisation agile qui s'adapte aux évolutions du marché mondial du gaz. Cette approche flexible a permis à l'Algérie de maintenir sa position de leader tout en répondant aux besoins changeants de ses partenaires commerciaux. L'Algérie a brillamment confirmé son statut de leader des exportations de GNL au sein des pays arabes, grâce à sa capacité de production, ses infrastructures de transport et sa réputation de fournisseur fiable. Alors que le marché mondial de l'énergie continue de se transformer, l'Algérie se trouve solidement positionnée pour jouer un rôle crucial dans la satisfaction de la demande croissante en gaz naturel liquéfié. L'Algérie figure à la 4e position des pays consommateurs du gaz dans la zone arabe, après

l'Arabie saoudite, les Emirats arabes et l'Égypte. Avec l'évolution de la demande mondiale sur le gaz, notamment en Europe, un marché énergivore, l'Algérie continue de fournir d'importants efforts dans le développement des ressources d'énergies alternatives, en tenant toujours plusieurs fers au feu.

Le programme de l'efficacité énergétique adopté par les pouvoirs publics ces dernières années vise à produire près de 27% de l'électricité du pays à partir du solaire, une manière de réduire significativement la consommation du gaz utilisé dans la production de cette énergie qui dépasse 20 milliards de m³ / an. "La réduction de la consommation interne a permis à l'Algérie d'augmenter ses exportations en 2022 pour atteindre 56 milliards m³", est-il expliqué dans le rapport d'El-Taqa sur l'évolution de la

consommation interne du gaz dans la zone arabe. L'évolution de la demande sur le marché international a été accompagnée d'une forte augmentation des prix du gaz, durant l'année dernière, pour créer tout un environnement favorable à l'investissement dans cette filière, soit en matière d'exploration, d'exploitation et de production. Cette dynamique dans la filière gazière a été accompagnée d'un programme ambitieux, à la fois pour la production de l'énergie solaire et de l'hydrogène, qui a été mis en place par les pouvoirs publics, avec des objectifs à moyen et long termes pour à la fois remplacer la consommation des énergies fossiles sur le marché local et renforcer les opérations d'exportation. De ce fait, des efforts se sont concentrés sur le développement de la chaîne d'approvisionnement en énergie solaire algérienne et le développement de ces deux filières pour

ajouter des capacités importantes en matière de production énergétique. Mix énergétique Le mix énergétique s'est donc imposé comme l'un des projets les plus ambitieux à concrétiser sur le terrain pour un pays qui dispose déjà de ressources naturelles abondantes et d'une ressource humaine qualifiée pour relever le défi de la diversification des ressources de l'énergie du pays. Des ambitions que les pouvoirs publics résument en quelques chiffres à atteindre à court, moyen et long termes, tout en mobilisant des moyens matériels et financiers pour cela.

En fait, le pays table sur une multiplication de ses exportations gazières pour atteindre 100 milliards m³, produire un milliard de tonnes d'hydrogène vert et 15 000 MW d'énergie solaire. Il s'agit des projets qui ont pour objectif de placer le pays comme l'un des acteurs clés sur la scène énergétique internationale avec une offre énergétique variée allant du gaz à l'hydrogène ou l'électricité. L'engagement de l'Algérie sur cette voie à double objectif : le premier en relation avec l'évolution de la consommation interne du pays qui ne cesse d'augmenter, et le second la forte demande sur ces produits sur le marché international.

Y. S.

R. E.

Marché pétrolier : le Brent franchit la barre des 84 dollars

Les cours du pétrole ont grignoté des gains limités lors des échanges matinaux d'hier, à un moment où les investisseurs attendent la publication des données économiques chinoises, ainsi que les commentaires des responsables de la Réserve fédérale américaine (Fed), et ce, pour tenter d'anticiper de nouvelles hausses des taux d'intérêt. Le baril de brut Brent de référence internationale s'est échangé à 84,14 dollars le baril à 10 h 00, heure locale (07 h 00 GMT), avec une hausse de 0,23 % par rapport au cours de clôture des échanges du vendredi dernier qui ont fixé le prix du baril à 83,95 dollars. Le cours du baril américain de référence West Texas Intermediate (WTI) s'est,

pour sa part, échangé à 80,11 dollars le baril, avec une hausse de 0,35 % par rapport à la clôture du vendredi qui était de 79,83 dollars le baril. Les initiatives du gouvernement chinois visant à stimuler son économie et ses marchés ont soutenu la tendance à la hausse des prix du baril de pétrole brut, au démarrage des échanges commerciaux asiatiques. Durant le week-end, le gouvernement chinois a annoncé l'intention de réduire de moitié le droit de timbre sur les transactions boursières, à compter du lundi. Il s'agit de la première baisse du genre depuis la crise financière mondiale de 2008, qui fait partie des mesures de relance les plus récentes du gouvernement pour tenter de

remédier à une reprise économique qui a du mal à décoller dans le pays. La deuxième économie mondiale a également réduit son taux d'intérêt directeur, suite aux inquiétudes concernant la reprise post-pandémique. Les investisseurs attendent la parution des prochaines données industrielles de la Chine pour déterminer la tendance de la demande de pétrole par ce plus grand importateur mondial de pétrole. Dans une autre perspective, les marchés pétroliers portent également une attention particulière aux déclarations des responsables de la Réserve fédérale américaine (Fed), suite aux indications faites par son président, Jerome Powell, dans la journée du ven-

dredi dernier, de nouvelles hausses des taux d'intérêt tout en soulignant que "des progrès ont été réalisés" dans les tentatives de contrer l'inflation.

R. E.

L'ANPP ANNONCE LE RETRAIT DES MÉDICAMENTS DE HUP.P PHARMA

Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) a annoncé le retrait de l'ensemble des produits pharmaceutiques fabriqués par la SARL HUP.P Pharma. L'ANPP a également annoncé la suspension de la libération de lot de l'ensemble des produits des laboratoires, et ce, suite à la décision ministérielle portant sur la fermeture provisoire prononcée le 24 août dernier pour « non-conformité aux bonnes pratiques de fabrication et non-conformité du contrôle de qualité et libération de lot ».

R. E.

EL MEGHAÏER : EXPLOITATION DES TERRES AGRICOLES

L'indispensable utilisation des techniques de culture modernes

Assurer la sécurité alimentaire du pays passe particulièrement par le respect des itinéraires techniques et l'utilisation de méthodes modernes d'exploitation des terres.



Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural Mohamed Abdelhafid Henni a mis l'accent mardi depuis la wilaya d'El-Meghaïer sur la nécessaire modernisation des méthodes d'exploitation des terres agricoles pour accroître les capacités de production, rapporte l'APS. «Il convient de moderniser les méthodes d'exploitation des terres agricoles, notamment en régions sahariennes, pour développer les capacités de production nationale et atteindre la sécurité alimentaire», a affirmé M. Henni lors d'une rencontre avec les agriculteurs, investisseurs et éleveurs de la wilaya dans le cadre de sa visite de travail dans cette région. Le ministre a insisté sur l'importante coordination entre

les institutions universitaires et instituts pour «mettre en forme les recherches de modernisation des activités agricoles, contribuer au développement des moyens de production agricole à l'échelle nationale et mettre en valeur les produits agroalimentaires pour satisfaire les besoins nationaux et les exigences d'exportation». «Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour l'amélioration et l'accroissement de la production agricole, tous segments culturels confondus y compris la phœniciculture et les cultures stratégiques», a assuré le ministre. M. Henni a, à cette occasion, fait part de la tenue d'une séance de travail regroupant, au siège de son département,

des représentants du secteur, des parlementaires des deux chambres pour établir un programme spécial pour le secteur agricole de la wilaya d'El-Meghaïer» pour entrer dans une nouvelle phase qui permet l'exploitation des diverses potentialités agricoles de cette jeune wilaya. Après avoir pris connaissance, à la faveur d'une rencontre tenue dans l'un des hôtels de la ville, de la situation et des perspectives du secteur d'agriculture de la wilaya, le ministre a inspecté le projet de l'entreprise «Champs du Sud», versée dans la culture de la tomate industrielle, où il s'est intéressé à un exposé sur le développement de cette culture sous serres utilisant des techniques intelligentes lui permettant d'assu-

rer une production tout au long de l'année. M. Henni qui s'est félicité de pareils projets fructueux générateurs de richesses et d'emplois, a, à cette occasion, convié les opérateurs agricoles d'opter pour ces méthodes et techniques intelligentes, jugées performantes, dans la gestion des activités agricoles en vue de réaliser l'autosuffisance alimentaire et d'assurer l'exportation. La délégation ministérielle a également visité une exploitation agricole, montée dans le cadre de la mise en valeur au niveau de la région phœnicicole «Dokkara», avant de clôturer cette tournée par l'inspection, dans la région agricole route de «Berkadjia», d'une exploitation oléicole et des vergers.

R. R.

Khenchela : les travaux de construction du barrage d'Oued Lazreg en voie de lancement

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a annoncé, mercredi à Khenchela, le lancement imminent des travaux de construction du barrage d'Oued Lazreg, dans la commune de Bouhmama. Le ministre, qui s'enquerrait, dans cette commune, de l'avancement du projet de réalisation, pour un coût de 50 millions de dinars, d'un marché de gros dédié à la filière pommes, a rassuré les agriculteurs ayant investi dans l'arbori-

culture fruitière, en particulier la culture des pommes, quant au démarrage imminent de la construction de cet ouvrage hydraulique dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de cette wilaya. Les travaux de réalisation du barrage seront lancés aussitôt après les résultats de l'appel d'offres et la finalisation des procédures administratives inhérentes à ce type de projets structu-

rants, a ajouté le ministre au second jour de sa visite de travail, chargé par le président de la République. M. Merad, après s'être enquis des préoccupations des arboriculteurs auprès du président de la filière pommes au conseil local interprofessionnel de l'arboriculture fruitière, Yacine Nasri, a souligné que le futur barrage d'Oued Lazreg éliminera le problème du manque d'eau et promouvra la production de pommes dans la wilaya de Khenchela.

APS

MOSTAGANEM : LE RÔLE DE L'ÉLITE SCIENTIFIQUE ET RELIGIEUSE CONTRE L'AGRESSION ESPAGNOLE MIS EN EXERGUE

Les participants au colloque national, organisé à l'occasion du 465^e anniversaire de la célèbre bataille de Mazaghran (26 août 1558) samedi à Mostaganem, ont mis en exergue le rôle de l'élite scientifique et religieuse pour repousser l'attaque espagnole sur les côtes algériennes au 16^e siècle et préserver l'unité et la souveraineté nationale. Le président du comité scientifique du colloque, l'enseignant en histoire contemporaine à l'université "Ibn Khaldoun" de Tiaret, Mohamed Bellil, a affirmé que l'élite scientifique et religieuse au 16^e siècle avait joué un rôle important pour faire face à l'armée espagnole dans sa tentative d'assiéger les côtes algériennes (trois batailles de Mostaganem en 1542, 1547 et 1558) et la mobilisation des étudiants et des tribus pour libérer Oran (1792). Les écoles scientifiques de Mazouna et de Kalaat Beni Rached, Mostaganem et les Zaouia à l'ouest du pays à l'époque ont joué un grand rôle pour faire échec aux convoitises espagnoles et sauvegarder l'unité et la souveraineté nationales, a-t-il encore souligné. Abordant la qacida "Shiket El Okyan" du Cheikh Ben Hawa Et-Toudjini El Mostghanemi, l'historien Hasni Bellil de l'université d'Oran 1 Ahmed-Ben-Bella a évoqué que les Ulémas, magistrats et théologiens constituaient durant la période historique du 9 au 11^e siècle de l'hégire un véritable rempart dans la résistance populaire et un bouclier contre toutes les tentatives d'invasion et les expéditions de la rive Nord-ouest, soutenant que cela nécessite de connaître leurs recherches scientifiques et leurs contributions dans ce domaine. Le directeur du laboratoire histoire de l'Algérie à l'université Oran 1, Abdelkader Boubaya a déclaré, pour sa part, que les historiens et les chercheurs sont appelés à approfondir les travaux de recherche scientifique sur cette période de l'histoire par le recours aux archives et autres supports (la documentation). En plus de cette conférence, le programme de commémoration de cet anniversaire historique, élaboré par la commune de Mazaghran (Mostaganem) en collaboration avec le secteur de la culture et des arts de la wilaya, a donné lieu à une procession (Rakb) dédiée à la bataille de Mazaghran pour sillonner dans la soirée d'aujourd'hui, les rues de la ville de Mazaghran jusqu'au monument symbole "Haoudh Eddoum" (Bassin de doum). La célèbre bataille de Mazaghran a eu lieu, selon des sources historiques, entre le 22 et 26 août 1558 lorsque l'armée espagnole, dirigée par le comte Alcaudete, tenta de s'emparer de la ville de Mostaganem. Les habitants de la région faisant partie des tribus de Medjaher, Maghraoua et Souid, appuyés par des Ottomans ont réussi à vaincre l'armée espagnole qui assiégeait la ville de Mostaganem par voie terrestre et maritime, à briser le siège et à repousser les agresseurs jusqu'aux portes de Mazaghran.

APS

Tébessa : Une production de 1,6 million de quintaux de pomme de terre attendue

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Tébessa prévoit une production de 1,6 million de quintaux de pommes de terre, à l'issue de la campagne de récolte entamée début août pour se poursuivre jusqu'à la mi-octobre, a indiqué, dimanche, un cadre de cette direction. Ramzi Bouaziz, chef du Service chargé de l'organisation de la production et de l'appui technique, a précisé, dans

une déclaration à l'APS, que des quantités "appréciables", de l'ordre de 1,6 million de quintaux de ce tubercule, devraient être récoltées dans la wilaya de Tébessa, ce qui représente une "augmentation significative" par rapport à la saison dernière, marquée par une production de 1,310 million de quintaux. Par ailleurs, la DSA, en coordination avec la Direction des Ressources en eau et les Assemblées

populaires communales (APC), procède actuellement à l'étude des demandes d'autorisations de fonçage de puits pour l'irrigation, de sorte d'accroître la production des différentes filières agricoles, en particulier les céréales et les pommes de terre, selon la même source. M. Bouaziz a également fait part d'une campagne d'explication des avantages que représentent les nouveaux mécanismes de

soutien mis en place par l'Etat pour le développement de la filière des pommes de terre, notamment en ce qui concerne les prix des engrais chimiques subventionnés et des moyens d'irrigation au goutte-à-goutte ou par pivot, en plus d'autres avantages tels que l'octroi de prêts et de concessions pour l'investissement dans les périmètres agricoles.

APS

LA FRANCE CONTRE LES ESSAIS NUCLÉAIRES

LES CONSÉQUENCES INDÉLÉBILES

une guerre nucléaire ou écarter la menace nucléaire terroriste que l'élimination des armes nucléaires. Mettre fin de manière irréversible aux explosions empêchera le développement ultérieur des armes.

Proclamation de la Journée internationale contre les essais nucléaires, plusieurs initiatives se sont développées et des conférences ont eu lieu afin de discuter des évolutions et avancer.

La session du comité préparatoire à la Conférence 2026 des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le groupe de travail chargé de l'examen du processus d'examen du Traité ont eu lieu à Vienne.

LES ESSAIS NUCLÉAIRES EN ALGÉRIE : CINQ FOIS PLUS DE VICTIMES QUE CELLE D'HIROSHIMA

En 1960, la France coloniale faisait exploser sa première bombe dans le Sahara. Les conséquences demeurent à ce jour dévastatrices sur la population et l'environnement. Dénommée "Gerboise Bleue", la première explosion nucléaire sera suivie par 3 autres au site de Reggane, à savoir "Gerboise Bleue" (1er avril 1960), "Gerboise Bleue" (décembre 1960) et "Gerboise Bleue" (avril 1961). Au total, la France a effectué une explosion de 17 bombes nucléaires dans le Sahara, entre février 1960 et février 1967 dans la région de Reggane et dans le massif du Hoggar (Tamanrasset) au mépris de la sécurité de la population locale et de l'environnement. A travers ces explosions, cinq fois plus puissantes que la bombe atomique larguée sur Hiroshima, la France coloniale voulait à tout prix intégrer le club mondial nucléaire sans tenir compte de la santé de la population et encore moins de la faune et de la flore. Plus grave encore, elle avait prétendu que ces explosions étaient dans des régions inhabitées, alors que celles-ci abritaient plus de 100 000 âmes.

Les effets induits par ces explosions continuent d'affecter la santé des populations de ces zones, où les rayons gamma sont omniprésents, sachant que les sols sont hautement radioactifs, les végétaux, les fûts et autres objets laissés sur place, ont été utilisés par les populations, notamment les nomades, ce qui constitue un réel danger pour ces habitants. Les habitants d'associations d'aide aux victimes des régions contaminées ont alerté les autorités sur la "inquiétante", ces dérives, des cas de cancer de tous les types, des malformations congénitales et de la radioactivité induite par les explosions menées par la France coloniale en Algérie. Des chercheurs algériens et étrangers, estiment, pour la France, que la récupération des archives des explosions nucléaires françaises est un préalable pour mesurer les conséquences de ces crimes contre l'humanité et l'environnement. La France a utilisé des Algériens comme témoins pour la tenue de restituer les archives des explosions nucléaires menées dans le Sahara, ce qui ne permet pas d'identifier les déchets nucléaires et de permettre l'identification des zones contaminées pour les décontaminer.

53 ans après, la décontamination de la France n'a pas été amorcée et la situation reste toujours en suspens.

La France qui persiste dans son refus de publier les cartes topographiques des lieux contaminés par les déchets polluants, radioactifs, les appels se multiplient pour la restitution des archives et la "désinfection"



Essais nucléaires français en Algérie Une illustration des crimes français contre l'homme et la nature

tion" des lieux. Aujourd'hui encore, les dommages environnementaux causés par les 17 essais nucléaires atmosphériques ou souterrains menés par la France en Algérie entre 1960 et 1966 et les effets négatifs des radiations sur la santé humaine sont toujours d'actualité, explique Kaan Devecioglu, expert en Afrique au Centre d'études du Moyen-Orient (ORSAM).

DES ENFANTS NAISSENT ENCORE AVEC DES HANDICAPS

Selon les experts, les essais nucléaires effectués par la France en 1962 ont rendu malades au moins 30 mille algériens, alors des enfants de la région naissent encore aujourd'hui handicapés en raison de la pollution radioactive. Les conséquences sont indélébiles, puisque les habitants de la région souffrent de maladies respiratoires chroniques et de certaines maladies oculaires. Les explosions nucléaires ont engendré par la suite l'apparition de nombreuses maladies étranges parmi la population locale, tels que les « malformations congénitales chez les nouveau-nés », des « maladies ophtalmologiques » et des « cancers », en plus des dommages causés à l'environnement et qui se sont répercutés sensiblement sur l'agriculture. Le cancer, qui était très répandu dans la région et ses environs dans les années 1970 et 1980, persiste encore aujourd'hui. « La présence de déchets nucléaires à certains endroits pose aujourd'hui des problèmes d'infrastructure, endommage les produits agricoles et met en péril la santé des aliments. Les eaux souterraines et la végétation ont été affectées et détruites par les essais nucléaires », ont souligné de nombreuses études.

"L'Algérie a détruit 8 millions de mines sur les millions placées aux frontières est et ouest du pays pendant la période coloniale et a déminé 62 mille hectares de terres agricoles. Au cours de cette période, de nombreux civils ont été blessés, ont perdu la vie ou sont devenus handicapés.

LA SOCIÉTÉ CIVILE VENT DEBOUT CONTRE LES ESSAIS NUCLÉAIRES

Depuis le début de l'ère nucléaire, la société civile a joué un rôle de premier plan dans les efforts visant à mettre fin aux essais nucléaires. Des femmes et des hommes - physiciens, sismologues, scientifiques, médecins

ou avocats, élus locaux ou députés -, ainsi que des associations, des instituts de recherche ou des ONG, de même que les personnes ou les communautés ayant été exposées aux contaminants radioactifs résultant des tests atmosphériques (appelées les « Downwinds ») ou encore les hibakusha (les survivants des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki) et le grand public, ont été très impliqués.

Durant les années 50, des médecins et des associations de femmes ont mené des campagnes de sensibilisation concernant les conséquences des tests atmosphériques sur la santé, notamment la présence de radio-isotopes dans les dents des enfants. Cette campagne a contribué à la conclusion du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, qui interdit les essais sous l'eau, dans l'atmosphère et dans l'espace mais pas sous terre. Dans les années 80, des scientifiques américains et russes ont mené des expériences conjointes visant à démontrer la faisabilité d'un mécanisme de vérification d'une interdiction des essais souterrains.

Au cours de la même période, des groupes américains ont organisé des manifestations de masse sur le site d'essai du Nevada aux États-Unis, et une puissante campagne anti-test, connue sous le nom de « Mouvement antinucléaire international Nevada-Semipalatinsk », a vu le jour au Kazakhstan, où se trouve le principal site de Semipalatinsk. Des actions et des campagnes très médiatisées ont également été dirigées sur les essais nucléaires français dans le Pacifique et dans le sud algérien durant la colonisation.

À partir de 1985, des ONG ont fait pression dans le cadre du processus d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) pour réunir les engagements nécessaires à la conclusion d'un Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Dans les années 90, des ONG et des parlementaires ont déclenché la convocation d'une Conférence d'amendement des Etats Parties au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires, processus qui a contribué à jeter les bases des négociations sur le TICE. Au cours des dernières décennies, les efforts entrepris par la société civile en vue d'une interdiction complète des essais nucléaires ont été intimement liés au projet plus large visant à parvenir à l'élimination totale des

armes nucléaires. Pour promouvoir l'entrée en vigueur du TICE, les ONG, la société civile et le grand public peuvent exhorter leurs gouvernements et leurs parlements à signer et à ratifier le texte. Ils peuvent également exhorter leurs gouvernements à approuver la proposition en cinq points du Secrétaire général pour le désarmement nucléaire, qui comprend notamment l'entrée en vigueur du TICE. De nombreuses entités, telles que les instituts de recherche, les institutions universitaires et les ONG, sont engagées dans des travaux liés au désarmement, notamment en ce qui concerne le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE).

Cette année, à l'occasion de la journée internationale contre les essais nucléaires, le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres exhorte les pays qui ne l'ont pas encore fait à ratifier « immédiatement et sans conditions » le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Il a rappelé « que depuis 1945, plus de 2 000 essais nucléaires ont causé d'effroyables souffrances humaines, empoisonné l'air que nous respirons et ravagé des paysages dans le monde entier ». « À l'occasion de la Journée internationale contre les essais nucléaires, le monde parle d'une seule voix pour mettre fin à cette pratique destructrice héritée du passé », a-t-il précisé. Et d'ajouter : « Cette année, nous assistons à une montée inquiétante de la défiance et des divisions dans la communauté internationale. Avec un stock mondial de près de 13 000 armes nucléaires, dont des pays s'emploient à améliorer la précision, la portée et la puissance destructrice, nous sommes sûrs d'aller vers l'anéantissement ».

Pour António Guterres, « l'interdiction juridiquement contraignante de tous les essais nucléaires est une étape primordiale dans notre quête d'un monde exempt d'armes nucléaires. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, bien qu'il ne soit pas encore entré en vigueur, continue d'attester avec force la volonté de l'humanité de dissiper une fois pour toutes la menace d'un anéantissement de notre monde par l'arme nucléaire ». « Au nom des personnes victimes des essais nucléaires, j'exhorte tous les pays qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le Traité immédiatement et sans conditions », conclut le secrétaire général de l'ONU.

Par Amel B. et Agences

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN TUNISIE

Le Qatar en tête, les industries manufacturières dominant

Les investissements directs étrangers (IDE) sont répartis entre les secteurs de l'énergie à hauteur de 21,6%, des industries manufacturières (48,1%), 30,0% pour les services et 0,3% pour l'agriculture.

Les investissements étrangers en Tunisie ont atteint, au cours du premier semestre de l'année 2023, le montant de 1217,1 millions de dinars (MD) contre 1043,8 MD, au cours de la même période de l'année écoulée, enregistrant une hausse de 17,6%. Compte tenu de l'évolution du taux de change du dinar tunisien (DT), ces investissements ont atteint 393,7 millions de dollars et 364,3 millions d'euros, selon des données de l'Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur (FIPA) parvenues à l'agence Tunis Afrique Presse (TAP).

Les investissements se répartissent entre les investissements de portefeuille (investissement en bourse), qui ont enregistré une hausse de 3354% par rapport à la même période de 2022, pour atteindre 143,4 MD et les investissements directs étrangers, lesquels ont connu une augmentation de 5%, pour atteindre 1082,7 MD.

Selon la même source, les investissements directs étrangers (IDE) sont répartis entre les secteurs de l'énergie à hauteur de 21,6%, des industries manufacturières (48,1%), 30,0% pour les services et 0,3% pour l'agriculture. En ce qui concerne la répartition sectorielle des IDE, la FIPA a indiqué que le secteur des industries manufacturières a attiré le plus d'investissements, avec 521 MD, contre 445,5 MD, au cours la même période de 2021, enregistrant une hausse de 16,9%.

Le secteur des services a enregistré, au cours du premier semestre 2023, une évolution de 4,6% pour une valeur de 324,7 MD. Les investissements dans le secteur de l'agriculture demeurent toujours faibles. Ils ont atteint 2,9 MD contre 2,7 MD, au cours de la même période de l'année 2022. Idem pour les investissements dans le secteur des énergies qui ont enregistré une baisse de 14,1% pour atteindre 234 MD. Le flux des IDE hors énergie a permis, au cours du premier semestre de l'année 2023, de réaliser 321 opérations d'investissement d'une valeur totale de 848,7 MD permettant de créer 3 616 nouveaux emplois directs. Les opérations d'investissements comptent 27 projets de création d'une valeur de 30,5 MD permettant de créer 420 nouveaux postes d'emplois alors que les 294 projets d'extension se sont élevés à 818,2 MD, permettant ainsi, la création de 3 196 nouveaux postes d'emplois. Selon les données de la FIPA, la répartition régionale confirme la grande disparité. En effet plus de 59,5% des IDE sont concentrés dans la région du Grand Tunis (504,6 MD), principalement le gouvernorat de Tunis avec 358,5 MD et la région du

Nord-Est avec plus de 22% des IDE (194,1 MD). La répartition par pays du flux des IDE place le Qatar en première position avec 273,9 MD, soit plus de 32% du total des IDE hors énergie. La France est en deuxième position avec 255,7MD, suivie de l'Italie (106,3 MD) puis l'Allemagne (68,3 MD) et de la Suisse (19,1 MD). Dans une déclaration accordée mercredi à l'agence TAP, le directeur central à l'Agence pour la promotion des investissements étrangers (FIPA), Hatem Soussi a indiqué que le rythme d'évolution des IDE enregistré demeure " acceptable et positif ", et témoigne du retour de confiance en le site tunisien. Et de poursuivre que l'objectif fixé par le Ministère de l'Economie et de la Planification en coopération avec la FIPA est de rétablir le rythme des flux des IDE vers la Tunisie avant 2019, (avant la covid-19). « Nous œuvrons à attirer, d'ici la fin de l'année 2023, des investissements internationaux de l'ordre 2800 MD, a-t-il dit, soulignant que les autorités visent à développer les investissements en Tunisie dans 6 secteurs prioritaires à savoir les composants automobiles et aéronautiques, le développement des programmations informatiques, les industries pharmaceutique, alimentaire et textile technique. La Tunisie œuvre à attirer annuellement, à partir de l'année



2026, des IDE de l'ordre de 4 milliards de dinars.

Evoquant les investissements de portefeuille, il a expliqué que la hausse remarquable de ces investissements (3354,4%) est due à l'acquisition d'actions à la Bourse tunisienne par des investisseurs étrangers. Par ailleurs, Soussi a en outre, fait

savoir que suite à l'augmentation du capital de la banque " QNB Tunisie " (Qatar National Bank Tunisia) à deux reprises en 2022 et 2023 le Qatar est devenu ainsi, le premier investisseur étranger en Tunisie. Le gouvernement tunisien envisage, par ailleurs, de prendre de nouvelles dispositions extra-parle-

mentaires en faveur des investisseurs, sans passer par la voie de l'Assemblée des représentants du peuple, en vacances parlementaires alors que Tunis s'apprête à abriter, en décembre prochain, une Conférence internationale sur l'investissement dans le site tunisien.

Par Agence TAP

NIGER

Manifestation pour le départ des forces françaises

Des milliers de personnes favorables au coup d'Etat au Niger ont manifesté dimanche à proximité de la base militaire française à Niamey, à quelques heures de la fin de l'ultimatum donné par les militaires au pouvoir à l'ambassadeur de France pour quitter leur pays, ont constaté des journalistes de l'AFP. Les manifestants ont répondu à l'appel d'organisa-

tions de soutien aux militaires qui ont pris le pouvoir par un coup d'Etat le 26 juillet et ont donné vendredi soir 48 heures à l'ambassadeur français Sylvain Itté pour quitter le territoire. Le rassemblement avait commencé dès l'aube sur un rond-point situé à proximité de l'aéroport de la capitale Niamey qui jouxte une base aérienne nigérienne à l'inté-

rieur de laquelle se trouve le camp militaire français. Encadrés par un dispositif de militaires nigériens, les protestataires brandissaient des drapeaux nigériens et russes ainsi que des pancartes appelant au départ des troupes françaises. « L'armée française au Niger, on n'en veut pas. Que les Français partent », vitupère Abou Kountché, un habitant de Niamey.

« Les Français disent que le Niger est un pays pauvre mais quand on leur dit de partir de chez nous ils refusent », s'agace Adama Assane, une restauratrice. Quelque 20 000 personnes s'étaient déjà rassemblées samedi dans un stade de la capitale pour apporter leur soutien aux militaires au pouvoir et dénoncer la France.

Par Africanews

TCHAD

Des réfugiés soudanais en quête d'accès aux soins

Un hôpital de campagne géré par des réfugiés soudanais tente de sauver des vies de populations du Darfour ayant trouvé refuge au Tchad. Si le paludisme est le principal motif des consultations, les bénévoles signalent aussi des pathologies chroniques. « C'est la saison du paludisme. Mais nous avons aussi des maladies chroniques, des maladies non transmissibles, le diabète, l'hypertension, les maladies car-

diaques, et les livraisons de médicaments ont été complètement interrompues pendant plus de deux mois. On sait que les hôpitaux de Geneina se sont effondrés il y a deux ou trois mois. Ils n'ont plus accès aux soins médicaux de base. Ainsi, plus de 30 % des personnes qui viennent à la clinique ont des problèmes santé chroniques », explique Ayman Abdallah Mousa, médecin soudanais bénévole à l'hôpital de cam-

pagne. Des dizaines de réfugiés attendent de voir un médecin à l'extérieur de la tente. Ces hommes et femmes ont quitté le Soudan livré au chaos. Le manque de services de base a également entraîné un grand nombre de décès évitables. Les installations médicales ont été prises pour cible et pillées. « Les combats ont commencé et nous avons été chassés de nos maisons à Geneina, et nous sommes venus ici à Adre. Et

nous y sommes toujours là. Nous ne pouvons pas retourner chez nous et nous n'avons pas de soins médicaux ici. », raconte Eissa Adam Eissa, réfugié soudanais. Depuis le début du conflit au Soudan, plus de 4,3 millions de personnes ont été déplacées, dont quelque 3,2 millions à l'intérieur du pays, selon l'agence des Nations unies pour les réfugiés.

Par Africanews

PARA-POWERLIFTING (CHAMPIONNAT DU MONDE-2023)

L'Algérien Beyour médaillé de bronze à Dubaï

Cette catégorie de sportifs représente une fierté pour le pays. Elle est en train de hisser le drapeau du pays dans les différentes compétitions internationales en dépit de l'insuffisance des moyens mis à leur disposition. Le Para-powerlifting est un exemple de la détermination de ces athlètes.

Le para-powerlifteur algérien, Beyour Hadj Ahmed (-49kg) a remporté la médaille de bronze aux Championnats du monde de la discipline pour handisport dont les compétitions se poursuivent à Dubai en Emirats arabes Unis jusqu'au 30 août 2023 et qui sont qualificatives aux Jeux paralympiques de Paris-2024. Engagé dans la catégorie des -49kg, Beyour a été récompensé de la 3e place du podium, avec un total à 437kg, après trois essais réussis (143kg, 146kg et 148kg), derrière Parmjeet Kumar (Inde) avec (462kg) et le Colombien Morales Gonzalez (444kg). La performance de l'athlète algérien est remarquable dotant plus que c'est son premier titre mondial, lui permettant certainement d'améliorer son ranking mondial de qualification aux Jeux paralympiques de Paris-2024 qui était la 8e place, avant le rendez-vous de



Dubaï, en attendant de confirmer sa forme lors des prochains Grands Prix, toujours en cours au calendrier de l'IBSA (fédération internationale des sports pour visuels). "On est content pour la médaille de bronze de Beyour, il a beaucoup travaillé au même titre, d'ailleurs, que ses coéquipiers en sélection, et voilà, il récolte les fruits, avec une première mondiale, c'est quelque chose de lourd pour et l'apothéose sera évidemment la qualification aux JP-2024", a déclaré l'entraîneur national, Mohamed Salaheddine Benatta, tout heureux de la performance de son athlète. De son côté, l'athlète s'est dit comblé de joie, avec cette médaille mondiale qui conforte ses chances de présence à Paris l'année prochaine. "Je

me suis préparé pour une bonne performance, et j'en ai réussi une. Evidemment je suis superbement heureux et content pour ma consécration et mes charges, en attendant meilleur", a indiqué, Hadj Ahmed Beyour, ajoutant que cela va grandement le booster pour d'autres bons résultats et surtout assurer son rêve des prochains paralympiques. Pour sa part, le junior Chems Eddine Boudraa (-49kg) a pris la 5e place au total de ses trois essais (96kg). La para-powerlifteuse Nacera Mohammed Merar (-79kg) s'est classée 6e, avec un total à 247kg, réussissant deux de ses trois essais (121kg et 126g) et ratant la charge de 127kg (3e essai), dans un concours remportée par la Brésilienne Mariana

D'Andrea (438kg), devant la Nigériane Bose Omolayo (435kg) et la Chinoise Miaoyu Han (405kg (544kg) et Esen Kaliev de Kirghizistan (466kg). Les mondiaux de Dubaï se poursuivent, avec l'entrée en lice de deux Algériens, Khodja Aymen (-59kg), lundi et Hadj Ali Mohamed (-88kg), dont la compétition est programmée pour mardi. Le mondial de Dubaï a son est le dernier championnat du monde avant les Jeux paralympiques de Paris, et surtout qualificatif aux JP-2024 de Paris. Pour cet objectif, les champions du monde de la discipline se sont déplacés pour engranger des points supplémentaires afin d'assurer leur présence en France l'été prochain.

R.S

ES SÉTIF

En quête d'une modernisation de la formation des jeunes catégories

L'ES Sétif adoptera la méthode «Coerver» pour assurer la formation des joueurs au niveau de l'Académie du club et des petites catégories, dans le cadre de la stratégie mise en place par le groupe «Sonelgaz». La direction de l'ESS, devenue propriété du Groupe «Sonelgaz», a organisé récemment une cérémonie de présentation des joueurs du club pour la saison 2023-2024 à l'Ecole supérieure d'Hôtellerie et Restauration d'Ain Benian (Alger), rapporte l'APS. L'ES Sétif sera le premier club algérien à adopter la méthode Coerver utilisée dans la formation des jeunes joueurs. «Je tâcherai de mettre en application le projet de formation des joueurs en s'appuyant sur la méthode Coerver, adoptée généralement par la plupart des clubs professionnels européens, à l'instar du Bayern Munich, et même chez les clubs arabes voisins, et qui a donné d'excellents résultats, alors que malheureusement en Algérie,

nous sommes très en retard dans son application», a déclaré à l'APS, selon le directeur technique du club sétifien, l'expert Abdelali Erredir. Et explique : «cette méthode s'articule sur la technique du jeu, et qui nous convient énormément, d'autant plus que le joueur algérien est très doué sur le plan technique, mais malheureusement, il ne travaille pas convenablement à la base, ce qui influe de façon négative sur ses acquis et sa culture tactique. Le jeune qui ne maîtrise pas ces techniques, ne pourra pas s'améliorer sur le plan tactique, et à titre d'exemple, celui qui ne réussit pas une bonne passe, ne pourra pas appliquer efficacement le schéma tactique». La méthode Coerver a vu le jour en 1984, grâce à Alfred Galustian, et l'ancien joueur de Chelsea Charles Cook. Elle est inspirée de la philosophie du développement de football du célèbre entraîneur hollandais Wile Coerver (1924-2011). Le

technicien algérien, Abdelali Erredir, conseiller et diplômé de l'Institut des sciences et technologie des sports (ISTS) a souligné "qu'il sera lancé dans un premier temps, une académie externe avec des joueurs dont leur domicile ne devra pas dépasser 50 km de l'Académie, et qui est l'une des bases de la méthode Coerver dans la formation". Selon le technicien, la méthode de travail se divise en deux pôles : le premier est une école de football formée des jeunes dont l'âge varie entre 6 et 12 ans (formation externe), alors que le second est l'Académie regroupant des jeunes entre (U13 et U19) suivant une formation interne. «Notre objectif consiste à promouvoir le ou les joueurs de qualité, et non d'un grand nombre inutilement. L'entraîneur de la catégorie supérieure et même des seniors n'aura besoin que d'un ou deux joueurs de qualité», a-t-il précisé.».

APS

LIGUE DES CHAMPIONS FÉMININE 2023 : LARGE VICTOIRE D'AFAK RELIZANE FACE À WADI DEGLA

Le club algérien Afak Relizane s'est imposé devant son homologue égyptien de Wadi Degla sur le score de (4-1), (mi-temps 2-0), en match comptant pour le tournoi qualificatif à la Ligue des champions d'Afrique de football féminine, disputé dimanche au stade d'Alexandrie (Egypte). Les quatre buts d'Afak Relizane ont été inscrits par Naima Bouhani (7e, 23e, 55e et 90e+6), alors que l'unique réalisation de Wadi Degla a été l'oeuvre de Manar (73e). Lors de la 3e journée prévue mercredi 30 août, les championnes d'Algérie en titre seront opposées aux Tunisiennes l'AS Féminine de Sousse. Il s'agit de la troisième fois consécutive que le club de l'Afak Relizane participe à ce tournoi qualificatif pour la phase finale après avoir échoué lors de ses deux dernières participations. Cette phase éliminatoire se jouera sous la forme d'un mini-championnat de trois journées les 24, 27 et 30 août 2023 au stade international d'Alexandrie, avec deux matches chaque journée. Le premier du tournoi se qualifie pour la phase finale de la Ligue des champions, prévue en Côte d'Ivoire du 5 au 19 novembre 2023. Outre les clubs de la Zone 1, 33 autres clubs prennent part aux qualifications de la troisième édition de la Ligue des Champions Féminine de la CAF dont la phase finale aura lieu en Côte d'Ivoire du 5 au 19 novembre prochain. Les 37 équipes ont répondu favorablement aux exigences du système de la Plateforme de Licences des Clubs de la CAF (CLOP).

APS

ITALIE AHMED TOUBA, NOUVELLE RECRUE DE LECCE

Le défenseur international algérien Ahmed Touba s'est engagé avec l'US Lecce (Serie A italienne de football), après une saison passée avec le club turc d'Istanbul Başakşehir, a annoncé le club italien dimanche sur ses réseaux sociaux. Le défenseur central a quitté Istanbul Başakşehir plus tôt que prévu, à deux ans de la fin de son contrat. Pour rappel, Touba (25 ans) a rejoint Başakşehir en juillet 2022 en provenance du club néerlandais Waalwijk. Il est devenu, par la suite, l'un des joueurs cadres du club, avant de se blesser. Touba, doté d'une triple nationalité franco-belgo-algérienne, a préféré opter pour l'Algérie, comptant deux sélections chez les "Verts". Il a fêté sa première sélection en équipe nationale, en mars 2021 où il avait été convoqué par le sélectionneur Djamel Belmadi en vue des deux derniers matches des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, à Lusaka face à la Zambie (25 mars) et à Blida devant le Botswana (29 mars). Il évoluait à l'époque à RKC Waalwijk aux Pays-Bas.

APS

CYCLISME, TOUR DE L'AVENIR 2023 (6^E ÉTAPE)

L'ALGÉRIEN HAMZA AMARI EN 48^E POSITION

Le cycliste algérien Hamza Amari est entré en 58e position lors de la sixième étape du Tour de l'Avenir, disputée vendredi, sur une distance de 65 kilomètres entre Méribel et le Col de la Loze (France). L'étape a été remportée par le Mexicain Isaac Del Toro, ayant bouclé la distance en 2h04'05", devançant ainsi l'Américain Matthew Riccietello (2e/+01) et l'Italien Davide Piganzoli (3e/+30). Le second algérien engagé dans ce tour Abdelkrim Ferrous s'est contenté de la 114e place. Un total de 143 cyclistes a pris le départ de cette course, disputée en montagne, avec plus de 2391 mètres de dénivelé, et marquée par une entrée hors délai et quatre abandons. Le Tour de l'Avenir, appelé également "Coupe des Nations Espoirs", est une prestigieuse compétition internationale, ouverte uniquement aux cyclistes de moins de 23 ans.

APS

FESTIVAL "L'ÉTÉ EN MUSIQUE":

Le chanteur Allaoua en one man show

Le chanteur algérien d'expression amazighe, Mohamed Allaoua, a galvanisé, samedi soir à Alger, le public, venu apprécier la prestation de l'artiste qui est intervenu après le groupe italien de voix, "The Roomors" dans une soirée euphorique, riche en contenus et en couleurs.

Accueillis à l'hémicycle du Théâtre de verdure du Casif à Sidi Fredj, les deux spectacles ont été programmés dans le cadre du 6e Festival international "L'Été en musique", organisé du 22 au 30 août, par l'Office national de la Culture et de l'Information (ONCI), en collaboration avec l'Entreprise de Gestion touristique de Sidi Fredj. Déjà surchauffé avec les diffusions en boucle des tubes de chansons algériennes, le public a chaleureusement accueilli les vocalistes du Quintet italien "The Roomors" et leur "Humane Beat-box" (personne qui donne le rythme avec la voix), avant d'être séduit par la précision époustouflante de leur interprétations polyphoniques, orches-

trales et mélodiques, ne se servant que d'un clavier qu'ils utilisent à l'entame de chaque nouvelle interprétation uniquement, pour repérer la tonalité de chaque pièce. Faisant part de "leur bonheur de se produire à Alger devant un public si accueillant", les six membres de "The Roomors", ont rendu dans un élan créatif de grande musicalité, une dizaine de pièces entre compositions et reprises dont, "Englishman in New York", "Bianca", "Tell Me Lies", "Marielle", "Melancholy", ainsi que d'autres titres encore du groupe "Massive Attack". Présents pour la première fois en Algérie, les vocalistes sardes (de Sardaigne : île à l'ouest de l'Italie), Manuel Cossu, Omar



Terki, Federico Liguori, Valentina Porru, Elisabetta Secchi et Valentina Lodi Rizzini, focalisent leur créativité depuis six ans déjà, sur un genre qui mêle la Pop à la World Music, un choix judicieux qui a donné naissance à "Bianca", unique CD, jusque là, à l'actif du groupe. Un accueil triomphal a été ensuite réservé à Mohamed Allaoua qui est apparu sur scène

jovial et pimpant, sous les salves d'applaudissements, les youyous nourris et les cris de joie du public, heureux de retrouver son idole. Mohamed Allaoua, a enflammé l'hémicycle, interprétant, une vingtaine de pièces, aux refrains repris en chœurs par le public qui a occupé la piste de danse dans une ambiance euphorique.

Plusieurs pièces ont été entonnées par la vedette de la chanson algérienne qui n'a pas omis de rendre hommage à plusieurs de ces prédécesseurs décédés. Des danses folkloriques, brillamment exécutées par de jeunes ballerines et danseurs du "Ballet d'Art Assirem" de Tizi Ouzou, ont relevé le spectacle, lui donnant une grande esthétique. Six musiciens virtuoses, Moatassim Dahane à la batterie, Tarik Sipa à la percussion, Madjid Halit à la basse, Amine Larouk et Sid Ali polyphène, aux guitares électriques, Kaci Ferhat au clavier, ainsi que Nabil Boumati au premier clavier et à la direction artistique de ce bel ensemble, ont soutenu l'artiste, au même titre que la Chorale "Tighri N' weghdud" (TNW) de Tizi Ouzou, qui a donné de l'épaisseur à la prestation. A l'issue de sa remarquable prestation, Mohamed Allaoua a tenu à "remercier le public, venu de toutes les régions d'Algérie.

I.Med/Agence

«EL DJAZAÏR, BI DAMMI AFDIK»

Un documentaire relatant les hauts faits de la femme lors de la Révolution

Le film documentaire "El Djazaïr, Bi dammi afdik" a été projeté, samedi, à la Cinémathèque d'Alger, offrant une rétrospective sur les hauts faits de la femme algérienne lors de la Révolution et son rôle éminent dans le renforcement des rangs du Front de libération nationale (FLN) et de l'Armée de libération nationale (ALN), en faveur de la liberté et de l'indépendance. En effet, la Cinémathèque d'Alger a abrité, en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, l'avant première du documentaire "El Djazaïr, Bi dammi afdik", de la réalisa-

trice Razika Mokrani, laquelle a mis en exergue, à travers cette œuvre, les positions de la femme algérienne durant la Glorieuse guerre de libération, soulignant sa contribution efficace en appui à l'ALN dans sa quête pour le recouvrement de la souveraineté nationale. Durant plus d'une heure de temps, la réalisatrice s'est efforcée de dévoiler les facettes méconnues de cette épopée historique, exposant les détails qui témoignent de la présence inébranlable de la femme algérienne parmi les résistants, des militants et des révolutionnaires. Elle s'est également employée à chanter les louanges de cette Algérienne qui s'est dressée, depuis les prémices de la colonisation française en Algérie, vaillante et disposée à mener la guerre contre le colonisateur inique. Le documentaire, riche en témoignages et en interventions, a rassemblé des personnalités nationales éminentes, parmi lesquelles le moudjahid et ancien Chef du gouvernement Redha Malek (1931-2017), le moudjahid Yacef Saâdi (1928-2021), ou encore le Colonel Youcef Khatib et la moudjahida Zohra Drif. Des témoignages qui mettent en relief les contributions des moudjahidate et des militantes dans notamment les soins infirmiers, l'acheminement du ravitaillement, la communication et les renseignements. Cette

œuvre cinématographique tente d'explorer les motivations socioculturelles et politiques qui ont conduit les femmes algériennes à embrasser de nouveaux rôles en adéquation avec les évolutions politiques du pays. Des sociologues et historiens ont ainsi éclairé la prise de conscience élevée chez les Algériennes à l'époque, même si leur

accès à l'éducation était réduit. La projection du film a été rehaussée par la présence de 28 stagiaires en arts dramatiques, en provenance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), participant à des ateliers organisés par le Théâtre national algérien (TNA), le Théâtre régional de Sidi Bel Abbès et l'Institut supérieur des métiers des Arts du spectacle et de l'audiovisuel (ISMAS) I.M./APS

PRÉSENTATION DE LA TRADUCTION ARABE DE L'OUVRAGE "AURÈS NEMEMCHA : TÉMOIGNAGES DE COMPAGNONS DE MUSTAPHA BEN BOULAÏD"

La traduction vers la langue arabe de l'ouvrage "Aurès Nememcha, témoignages de compagnons de Mustapha Ben Boulaïd" de Mounif Djenadi a été présentée avec vente-dédicace dimanche à T'kout (Batna) en marge de la manifestation du Souk (marché) de la fête de l'automne. Première publication de l'auteur parue dans son édition en français aux éditions Chihab en octobre 2021, le livre rassemble des témoignages sur la révolution de libération et la wilaya I historique Aurès Nememcha de moudjahidine et proches compagnons du chahid Mustapha Ben Boulaïd. La rencontre de présentation et de vente-dédicace de la traduction a été tenue à l'ancien siège de la commune de T'kout en présence d'intellectuels, de moudjahidine, de jeunes et de visiteurs de la manifestation du Souk de la fête de l'automne qui s'est ouverte hier samedi et se poursuivra au 30 août. L'auteur qui fut chef de daïra de T'kout au début des années 1990 a exprimé son attachement à cette région rappelant que l'idée du livre est née au contact étalé sur plusieurs années de moudjahidine qui furent très proches du chahid Mustapha Ben Boulaïd dont son secrétaire personnel le commandant Mustapha Bousseta, M'hamed Haba et Ali Ghekali. Lire aussi: Un ouvrage recueillant les témoignages de compagnons du martyr Mustapha Ben Boulaïd Ces témoignages ont été recueillis pendant plusieurs années auprès de moudjahidine de la première heure rencontrés périodiquement par l'auteur à la maison du feu moudjahid Mustapha Bousseta à Chenaoura dans la commune de T'kout ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions administratives à la daïra, a-t-il ajouté soulignant que ces moudjahidine sont originaires de Kimel, Arris, Ghassira, Ichemoul, Inoughissène et, même, de Yabous et Lemsara de la wilaya de Khenchela. La seconde journée du Souk de la fête de l'automne, initiée conjointement par l'association Idhless Tamezgha et la commune de T'kout, a donné lieu à des conférences sur notamment l'architecture traditionnelle à T'kout et des visites guidées vers la vieille dechra, ses vergers et ses monuments. Plusieurs expositions sont tenues durant cette manifestation qui regroupe des producteurs de Batna et certaines wilayas voisines. I.M./Agence

déchaîné l'enthousiasme du public. Le Festival se poursuivra dans la soirée de dimanche avec, entre autres, les artistes Hakim Hallaka, Adel Bladah, Hammoudi Djeghlal et la troupe des "Rahaba" qui sera, sans doute, l'attraction de la seconde soirée du Festival, le public khencheli étant particulièrement friand des chants ancestraux, polyphoniques et entraînants, soutenus par la Gasba et le Bendir.

In APS

KHENCHELA

La troupe El Amal illumine la soirée d'ouverture du Festival de la chanson chaouie

La troupe folklorique El Amal a illuminé, samedi soir au théâtre de verdure Zoulekha-Louadj de Khenchela, le gala d'ouverture du 11ème Festival culturel local de la musique et de la chanson chaouies. Le public, nombreux, a vibré sur les morceaux chaouis interprétés par l'un des doyens du genre, Belkacem Khencheli, meneur de la troupe, et a longuement dansé sur des airs connus du terroir local, comme "Soussem Soussem", créant ainsi une belle image de communion entre spectateurs et artistes. L'ambiance est montée d'un cran lorsque la célèbre

chanson "Kerdjouane Hanouggir" (préparez-vous au départ) fut entonnée, le public reprenant en chœur, et avec enthousiasme, les paroles de cette chanson qui ne manque jamais de faire son effet sur les spectateurs, notamment sur les femmes qui n'ont pas été avares en youyous stridents. Après cette entame pour le moins tonitruante, l'artiste Achour Leghmassi et sa troupe "Tis Abaï" d'Oum El Bouaghi prirent le relais sur scène pour gratifier l'assistance de morceaux du terroir, rythmés par le Bendir, qui enflammèrent le théâtre de plein

air. C'est au chanteur batnéen à la voix d'or, Naresddine Horra, que revint l'honneur d'inaugurer la soirée en interprétant une ritournelle particulièrement appréciée du public chaoui, en l'occurrence "Ya Fatma". Occupant à son tour la scène, Chaba Djamila a excellé dans l'interprétation de "Arb Echaouia" et du fameux "Sob Errachache" immortalisé par la regrettée Zoulikha qui a à nouveau

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE LAGHOUAT
DAIRA DE HASSI R'MEL
COMMUNE DE HASSI R'MEL
BUDGET DE LA COMMUNE
NIF : 0306000070

Le président de La commune de HASSI R'MEL wilaya de LAGHOUAT lance un avis d'appel d'offres avec exigence des capacités minimales N°: 002/2023 concernant le :

PROJET : Approvisionnement des cantines scolaires en produits de pain

Les Soumissionnaires intéressées par cet avis peuvent retirer le cahier des charges au près de bureau des marchés de la commune HASSI R'MEL Contre Paiement de 5000.00 DA chez le trésorier communal et secteur sanitaire de HASSI R'MEL. Les offres, doivent comporter : un dossier de candidature, une offre technique, et une offre financière.

DOSSIER DE CANDIDATURE:

- Déclaration de candidature (selon le modèle ci-joint) signé, visé et daté.
- Déclaration de probité signé (selon le modèle ci-joint), visé et daté.
- Les statuts pour les sociétés.
- Copie de registre de commerce électronique ainsi que le code d'activité demandée pour chaque lot.
- Extrait de Rôle – CNAS- CASNOS
- Liste des moyens matériel avec pièces de justificatives demandées dans le cahier des charges.
- Copie des bilans de l'année (2019,2020,2021) visé par les services des impôts.
- Quittançe de versement (prix des documents).

Offre technique:

- Déclaration à souscrire (selon le modèle ci-joint) signé visé et daté.
- Le mémoire technique (selon le modèle ci-joint) signé ,visé et date.
- Le cahier des charge signe ,visé et date.

Offre financière :

- Lettre de soumission (selon le modèle ci-joint) signée visé et datée.
- Bordereau des prix unitaires (selon le modèle ci-joint) signé et visé.
- Devis Quantitatif et Estimatif (selon le modèle ci-joint) signé et visé.

OBSERVATION :

- Les documents présentés par le soumissionnaire doivent être paraphés.
- Liste de matériels
- Les dossier de candidature, offre technique et offre financière sont insérés dans des enveloppes séparés et cachetés indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre.

Ainsi que la mention (dossier candidature) (offre technique) (offre financière) selon le cas ces enveloppes sont mises dans un autre enveloppe cachetée et Anonyme comportant la mention suivante :

***ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture de plis et d'évaluation de offre* –**

A monsieur le p/APC de la commune de HASSI R'MEL

APPEL D'OFFRES AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°:/2023

PROJET: Approvisionnement des cantines scolaires en produits de pain

Toutes les offres devront être déposées le dernier jour de la date limitée du dépôt des offres 14.00 au la commission d'ouverture de plis et d'évaluation de la commune de HASSI R'MEL .

La durée de préparation des offres est fixée de 10 dix jours à partir de la première parution du présent avis dans le BOMOP ou les journaux nationaux.

- L'ouverture des plis sera lieu le dernier jour de dépôt des offres à 14h30 en séance publique au Siège de l'apc de HASSI R'MEL, les soumissionnaires sont invités à assister.
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours plus la durée de préparation des offres à compter de la date d'ouverture des plis.

L'EXPRESS DU 29/08/2023

ANEP : N° 2316021670

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE LAGHOUAT
DAIRA DE HASSI R'MEL
COMMUNE DE HASSI R'MEL
BUDGET DE LA COMMUNE
NIF : 0306000070

Le président de La commune de HASSI R'MEL wilaya de LAGHOUAT lance un avis d'appel d'offres avec exigence des capacités minimales N°: 003/2023 concernant le : **LES LOTS SUIVANT:**

LOT :01Réalisation du réseau de l'éclairage public sur le chemin reliant le cimetière et la ville

LOT :02 Aménagements urbain dans plusieurs ruelles

LOT :03 Aménagement d'un espace vert à boussicair

LOT :04 Reboisement dans les quartiers de la ville .

Les Soumissionnaires intéressées par cet avis peuvent retirer le cahier des charges au près de bureau des marchés de la commune HASSI R'MEL Contre Paiement de 5000.00 DA chez le trésorier communal et secteur sanitaire de HASSI R'MEL. Les offres, doivent comporter : un dossier de candidature, une offre technique, et une offre financière.

DOSSIER DE CANDIDATURE:

- Déclaration de candidature (selon le modèle ci-joint) signé, visé et daté.
- Déclaration de probité signé (selon le modèle ci-joint), visé et daté.
- Les statuts pour les sociétés.
- Copie de registre de commerce électronique ainsi que le code d'activité demandée pour chaque lot.
- Extrait de Rôle – CNAS- CASNOS
- Liste des moyens matériel avec pièces de justificatives demandées dans le cahier des charges.
- Copie des bilans de l'année (2020,2021,2022) visé par les services des impôts.
- Quittançe de versement (prix des documents).

Offre technique :

- Déclaration à souscrire (selon le modèle ci-joint) signé visé et daté.
- Le mémoire technique (selon le modèle ci-joint) signé ,visé et date.
- Le cahier des charge signe ,visé et date.

Offre financière :

- Lettre de soumission (selon le modèle ci-joint) signée visé et datée.
- Bordereau des prix unitaires (selon le modèle ci-joint) signé et visé.
- Devis Quantitatif et Estimatif (selon le modèle ci-joint) signé et visé.

OBSERVATION :

- Permet à tout soumissionnaire assister dans tout les lots a cause d'obtenir un seul lot .
- Les documents présentés par le soumissionnaire doivent être paraphés.
- Liste de matériels donné concernant pour chaque lot doit être indépendante et chaque vraisemblance de matériel entre les lots elle soit non acceptable et non compté et l'évaluation des offres pour chaque lot doit être suivent le classement de 01.02.03.04

Les dossier de candidature, offre technique et offre financière sont insérés dans des enveloppes séparés et cachetés indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre.

Ainsi que la mention (dossier candidature) (offre technique) (offre financière) selon le cas ces enveloppes sont mises dans un autre enveloppe cachetée et Anonyme comportant la mention suivante :

***ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture de plis et d'évaluation de offre* –**

A monsieur le p/APC de la commune de HASSI R'MEL

APPEL D'OFFRES AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°:/2023

LOT :

LOT :01Réalisation du réseau de l'éclairage public sur le chemin reliant le cimetière et la ville

LOT :02 Aménagements urbain dans plusieurs ruelles

LOT :03 Aménagement d'un espace vert à boussicair

LOT :04 Reboisement dans les quartiers de la ville .

Toutes les offres devront être déposées le dernier jour de la date limitée du dépôt des offres à 09.30 chez la commission d'ouverture de plis et d'évaluation de la commune de HASSI R'MEL .

La durée de préparation des offres est fixée de 10 dix jours à partir de la première parution du présent avis dans le BOMOP ou les journaux nationaux.

- L'ouverture des plis sera lieu le dernier jour de dépôt des offres à 10h00 en séance publique au Siège de l'apc de HASSI R'MEL, les soumissionnaires sont invités à assister.
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours plus la durée de préparation des offres à compter de la date d'ouverture des plis.

L'EXPRESS DU 29/08/2023

ANEP : N° 2316021665

Sur page Facebook:
L'EXPRESSDZ



Contactez le service pub au numéro de téléphone/ fax : 023.70.99.92

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL BINEZM ALJAZIRA

L'express le quotidien

@LexpressAlgerie - Journal

Déjà abonné(e)

Accueil

Avis

Vidéos

Photos

Plus +

À propos

L'Express s'engage, d'ores et déjà à accompagner la marche de l'Algérie vers un avenir meilleur et à contribuer de façon efficace aux efforts d'union...

380 personnes aiment ça dont 3 de vos amis

411 personnes sont abonnées

https://www.l'expressquotidien.dz/

023 70 99 92

Envoyer un message

reporterquotidien2021@gmail.com

Journal

Suggérer des modifications

Est-ce le numéro de téléphone correct pour cette Page ?

+21323709992

Oui

Je ne suis p...

Non

Transparence de la Page

Facebook fournit des informations pour vous aider à mieux comprendre le but de cette Page, Discutez l'historique des publications et de la gestion de cette dernière.

Page créée - 6 mars 2021

Créer une publication

Photos/Vidéo

Je suis là

Identifier des amis

L'express le quotidien

21 mai

Le président Tebboune: L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères

L'EXPRESSQUOTIDIEN DZ

Le président Tebboune: L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères

L'EXPRESSQUOTIDIEN DZ

Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc

L'EXPRESSQUOTIDIEN DZ

Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc - L'Express Algérie

L'EXPRESSQUOTIDIEN DZ

L'express le quotidien

13 mai

L'Algérie refuse toute médiation avec le Maroc - L'Express Algérie

ASIE

COVID-19 et inflation ont fait 70 millions de pauvres de plus

La flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants et la pandémie de COVID-19 ont plongé près de 70 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté en 2022 dans les pays en développement d'Asie, selon un rapport de la Banque asiatique de développement (BAD) publié jeudi. L'extrême pauvreté se définit selon la BAD par le fait de vivre avec moins de 2,15 dollars par jour, sur la base des prix de 2017 corrigés de l'inflation.

« L'Asie et le Pacifique se remettent progressivement de la pandémie de COVID-19, mais la hausse du coût de la vie sape les progrès pour éliminer la pauvreté », a commenté l'économiste en chef de la BAD, Albert Park, dans un communiqué.

La banque estime qu'environ 155,2 millions de personnes, soit 3,9 % de la population de la région, vivaient dans une pauvreté extrême en 2022, soit 67,8 millions de plus par rapport à ce qui se serait produit sans hausse du

coût de la vie et sans pandémie. L'Asie en développement comprend les 46 économies émergentes, membres de la DAB qui s'étendent du Kazakhstan en Asie centrale aux îles Cook dans le Pacifique.

Les personnes pauvres ont été les plus touchées par la hausse des prix, car elles sont moins en mesure de payer plus cher les produits de première nécessité.

Avec la hausse des prix, elles ne peuvent plus économiser, payer leurs soins de santé ou investir dans l'éducation, ajoute le rapport. En juillet, la banque s'attendait à un ralentissement de l'inflation à 3,6 % en 2023 contre 4,4 % en 2022.

Selon les projections de la BAD, quelque 1,26 milliard de personnes dans cette région du monde, soit environ 30 % de la population, seront toujours considérées comme « économiquement vulnérables », et ce, malgré les efforts de développement menés par les économies des pays.

Par La Presse

SYRIE

L'aéroport d'Alep hors service après avoir été visé par un raid sioniste

Un raid sioniste a frappé tôt, lundi 28 août au matin, l'aéroport international d'Alep (Nord), deuxième ville de Syrie, pour la quatrième fois depuis le début de l'année. Selon les médias officiels syriens, le raid a

citant une source militaire.

Un responsable du ministère des transports syrien, Sleimane Khalil, a précisé que « le seul tarmac opérationnel de l'aéroport avait été endommagé ». « Les équipes techniques vont entamer aujourd'hui les réparations pour que l'aéroport redevienne opérationnel le plus vite possible », a-t-il ajouté. Les vols ont été déroutés vers les aéroports de Damas, la capitale, et de Lattaquié (Ouest), selon lui.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les frappes de lundi ont visé, outre l'aéroport d'Alep, « des dépôts d'armes » dans l'aérodrome militaire de Nayrab, tout proche. La région d'Alep et l'aéroport ont été visés à plusieurs reprises par des raids sionistes depuis le début de l'année.

Par Agence



provoqué des « dégâts matériels sur le tarmac qui ont mis l'aéroport hors service ». « Vers 4 h 30, l'ennemi sioniste a mené une agression aérienne depuis la Méditerranée, à l'ouest de Lattaquié, contre l'aéroport international d'Alep », a affirmé l'agence de presse officielle SANA,



FRA GILISÉE PAR LE DURCISSEMENT DES POLITIQUES MONÉTAIRES

La croissance mondiale s'enfonce dans la morosité

La remontée des taux des banques centrales commence à peser sur l'activité, qui devrait ralentir en Europe comme aux États-Unis sur la deuxième moitié de 2023.

Faillite en série de grands magasins allemands, envolée des taux américains, crise immobilière chinoise... Depuis quelques semaines les signes inquiétants pour la santé de l'économie mondiale se multiplient. « Les défaillances d'entreprises augmentent partout ; elles ont déjà dépassé leur niveau de 2019 au Royaume-Uni, au Canada ou encore en Suède », observe Bruno de Moura Fernandes, économiste chez Coface. Le commerce mondial est en récession (- 0,7 % au premier trimestre 2023) et les risques géopolitiques continuent de peser sur l'activité. « Rien de vraiment catastrophique, rassure Charles-Henri Colombier, économiste chez Rexecode. Mais les perspectives sont moroses, et l'économie devrait faire preuve d'une faiblesse persistante sur la deuxième partie de l'année. » Début 2023, les fortes inquiétudes liées à la crise énergétique s'étaient rapidement dissipées pour faire place à un optimisme en partie excessif : l'Europe était capable de se passer du gaz russe, la Chine rouvrait enfin son économie, et le tourisme repartait sur les chapeaux de roues. « Mais les indicateurs manufacturiers comme du climat des affaires se sont révélés plutôt mauvais, et l'on est aujourd'hui revenu à un pessimisme mesuré », résume Hélène Baudchon, économiste chez BNP Paribas. Cela vaut en particulier pour la zone euro. Si la bonne tenue des économies française et espagnole a surpris au deuxième trimestre (avec respectivement 0,5 % et 0,4 % de croissance), tandis que l'Allemagne stagnait (0 %), les prochains mois s'annoncent plus délicats. « Le resserrement de la politique monétaire commence à peser sur l'activité : le

coût du crédit augmente, notamment pour les entreprises », explique Riccardo Marcelli Fabiani, chez Oxford Economics. En juillet, l'indice PMI, qui reflète le sentiment des directeurs d'achat sur la conjoncture, est tombé à 47 dans l'union monétaire, son plus bas niveau depuis novembre 2020, laissant craindre une contraction de l'activité. En juin, la production industrielle progressait encore de 0,5 %... Cependant, si l'on retire les chiffres de l'Irlande (+ 13,1 %), artificiellement gonflés par la présence de multinationales sur son sol, elle a en vérité chuté de 0,9 %. « C'est d'autant plus préoccupant que le ralentissement commence à s'étendre aux services, qui résistaient plutôt bien jusque-là », constate Anna Titareva, économiste chez UBS. Les équipes de Capital Economics ont ainsi calculé que le tourisme avait gonflé la croissance de la zone euro de 0,3 point sur la première moitié de 2023. Une contribution sur laquelle les économies européennes ne pourront plus compter sur la deuxième partie de l'année, car le secteur a désormais largement retrouvé son niveau d'avant la pandémie de Covid-19. Par ailleurs, « les économistes craignent les effets d'un découplage des deux premières économies mondiales, catastrophique pour la sécurité et la croissance » Durant l'été, la Chine et les États-Unis ont poursuivi leur guerre commerciale et technologique. Pékin a annoncé, le 3 juillet, la mise en place d'un visa d'exportation pour le gallium et le germanium, deux terres dites « rares » entrant dans la fabrication d'équipements stratégiques (armements, semi-conducteurs, 5G...), « pour préserver la sécurité et les intérêts nationaux ». Quelques semaines plus tard, le 9 août, un décret du président américain, Joe Biden, renforçait le contrôle des investissements en Chine dans les processeurs de dernière génération, l'informatique quantique et l'intelligence artificielle - en attendant d'autres secteurs.

Par Le Monde

FUSILLADE EN FLORIDE, AUX ÉTATS-UNIS

Trois morts au nom de la «haine raciale»

Aux États-Unis, le week-end a été à nouveau marqué par une série de fusillades, notamment dans le Massachusetts et l'Oklahoma. Un homme blanc d'une vingtaine d'années a ouvert le feu samedi 26 août dans un magasin de Jacksonville en Floride avant de se suicider, rapporte The Washington Post. Ses trois victimes sont des personnes noires. « Il a ciblé un groupe de personnes bien précis, à savoir les Noirs », a expliqué le shérif de Jacksonville, T.K. Waters, lors d'une conférence de presse samedi dans la soirée. Le tireur

est entré dans le magasin peu après 13 heures, porteur d'un gilet pare-balles et d'un masque. Quelques minutes auparavant, il avait été aperçu, à quelques pâtés de maisons de là, sur le campus de l'université Edward Waters, un établissement « historiquement noir », précise la chaîne CNN. Un agent du service de sécurité l'avait refoulé parce qu'il refusait de s'identifier et « l'incident a été signalé au bureau du shérif de Jacksonville », précise un communiqué de l'université. Peu avant l'attaque, le jeune homme avait

envoyé un texto à son père lui demandant de vérifier son ordinateur. Découvrant alors une série de « manifestes » violemment racistes, celui-ci a décidé d'avertir la police, mais la fusillade avait déjà commencé.

Le tueur a eu le temps de retourner son arme contre lui alors que les forces de l'ordre arrivaient sur les lieux. Les autorités ont diffusé des images de l'arme en question : un fusil de type AR-15 couvert de croix gammées blanches, indique le Washington Post. « Nous avons ouvert

une enquête fédérale sur les droits civiques et nous considérerons cet incident comme un crime de haine », a indiqué Sherri Onks, agent spécial du FBI à Jacksonville. « La fusillade était à motivation raciste. Le salaud qui a fait ça a ciblé des gens en fonction de leur race, c'est totalement inacceptable », a déclaré pour sa part Ron DeSantis, le gouverneur de Floride, par ailleurs candidat à l'investiture du Parti républicain en vue de la présidentielle de 2024.

Par Courrier international

IMPLIQUÉ ÉGALEMENT DANS LE BLANCHIMENT D'ARGENT

UN RÉSEAU DE TRAFIC DE TABAC DÉMANTELÉ À CHLEF :
UNE IMPRESSIONNANTE SAISIE

Le Service central de lutte contre la criminalité organisée, SCLCO, a démantelé un important réseau spécialisé dans la contrebande et la contrefaçon de tabac dans la wilaya de Chlef. Selon un communiqué de la DGSN, ce réseau criminel composé de 07 personnes est également impliqué dans le blanchiment d'argent. Les investigations menées dans

le cadre de cette affaire ont permis d'arrêter 05 membres du réseau, alors que deux (02) autres sont toujours en fuite. L'opération s'est soldée par la saisie de 28 340 paquets de cigarettes de différentes marques, 270 239 unités de tabac à chiquer et 1 200 morceaux de charbon de bois pour narguilé. Le service en question a saisi égale-

ment une somme d'argent estimée à plus de 1 milliard 400 millions de centimes. Les suspects ont été déférés devant le procureur de la République près le tribunal de Chlef pour le délit de contrebande, d'atteinte à l'économie nationale et à la santé publique, de délit de spéculation et de blanchiment d'argent, a précisé le communiqué.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//MARDI 29 AOÛT 2023 // N°629 //PRIX 20 DA

COOPÉRATION PARLEMENTAIRE

Une délégation arabe en Chine
pour renforcer le multilatéral

Le Conseil de la nation a précisé également que « cette visite vise, ajoute la même déclaration, à renforcer les relations arabo-chinoises au niveau parlementaire et sera couronnée par la signature d'un protocole d'accord entre les parlements arabes et chinois pour créer des espaces communs de coopération régulière entre les deux institutions et approfondir les liens d'amitié profonds qui unissent les peuples du monde arabe et la République populaire de Chine... ».

Dans le cadre de l'approfondissement des relations entre les pays arabes et la République populaire de Chine, le membre du Conseil national et président de la Commission des Affaires étrangères, politiques et de sécurité nationale au Parlement arabe, Abdelkrim Qureshi, participe en tant que membre de la délégation parlementaire arabe à une visite officielle en République populaire de Chine du 28 au 31 août en cours, selon le communiqué du Conseil de la nation. La même source a précisé que « la visite de la délégation parlementaire arabe, dirigée par Adel Abdulrahman Al-Asoumi, président du Parlement arabe, a eu lieu en réponse à l'invita-



tion du président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale chinoise ». Ajoutant que « l'objectif principal de cette visite consiste à renforcer les relations bilatérales entre les pays arabes et la Chine à travers un dia-

logue parlementaire constructif ». Le Conseil de la nation a précisé également que « cette visite vise, ajoute la même déclaration, à renforcer les relations arabo-chinoises au niveau parlementaire et sera couronnée par la

signature d'un protocole d'accord entre les parlements arabes et chinois pour créer des espaces communs de coopération régulière entre les deux institutions et approfondir les liens d'amitié profonds qui unissent les peuples du monde arabe et la République populaire de Chine ». « Le représentant du Conseil national a effectué, en compagnie des membres de la délégation parlementaire arabe, une visite à la ville chinoise de Xi'an, où il a rencontré le président du Parlement de la province de Shaanxi, qui abrite la plus grande mosquée islamique de Chine, avant de retourner à Pékin pour entamer le programme de travail prévu », conclut le communiqué. Y.B.

ACCIDENTS
15 MORTS ET
313 BLESSÉS
EN 24 HEURES

Quinze personnes sont mortes et 313 autres ont été blessées dans 217 accidents de la route. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans les wilayas de Djelfa et d'Illizi où 12 personnes sont décédées et plusieurs autres ont été blessées dans deux accidents. Par ailleurs, deux personnes sont mortes par noyade, durant la même période, au niveau de la plage d'El Korssane (Boumerdès) et de la plage de Tas-

soust (Jijel). Le dispositif de surveillance des plages et de baignade a prodigué des soins de première urgence à 263 personnes et évacué 65 autres personnes vers les structures sanitaires locales. Concernant le dispositif de lutte contre les incendies de forêt et de récolte, les agents de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 28 incendies du couvert végétal dont 7 incendies de forêt, 4 de maquis, 11 de broussailles, 3 d'arbres fruitiers, 3 de bottes de foin à travers plusieurs wilayas du territoire national. Y.B

EN VERTU D'UNE CONVENTION SIGNÉE ENTRE L'ONOU ET L'ENTREPRISE SETRAM

Le métro et le tramway gratuits
pour les étudiants en Algérie

Les étudiants pourront accéder gratuitement, à partir de la prochaine rentrée universitaire, aux services de transport par métro et tramway, a indiqué hier l'Office national des œuvres universitaires (ONOU). Une convention a été signée entre l'Office national des œuvres universitaires (ONOU) et l'entreprise SETRAM permettant aux étudiants résidents d'accéder gratuitement, à partir de la prochaine rentrée universitaire, aux services de transport par métro et tramway. Cette mesure, indique l'ONOU dans un communiqué, « intervient dans le cadre des efforts fournis par le

ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et l'ONOU pour améliorer et développer les prestations fournies aux étudiants ». A cet effet, « les étudiants résidents pourront en vertu de cette convention bénéficier des services de transport par métro et par tramway dans sept wilayas » qui sont Alger, Oran, Constantine, Sétif, Ouargla, Sidi Bel-Abbès et Mostaganem. « Les étudiants pourront bénéficier de ce service après constitution d'un dossier administratif électronique auprès des directions des œuvres universitaires concernées. Ces dernières

délivreront des cartes spéciales avec SETRAM, qui pourront être utilisées dans lesdites villes universitaires dès la prochaine rentrée universitaire », précise la même source. Sur un autre plan, l'ONOU a annoncé la réception de 19 nouvelles cités universitaires d'une capacité totale de 36.000 lits à compter de la rentrée 2023/2024, ce qui permettra, indique l'Office, de « régler certains problèmes de surcharge, d'autant que le secteur a enregistré quelque 442 348 étudiants résidents durant l'année universitaire écoulée ».

Avec APS

Alger

26°

Ouargla

42°

Oran

27°

Constantine

27°

16

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
04:38	12:49	16:29	19:20	20:48

ATTAF REÇOIT LE NOUVEL
AMBASSADEUR DE TURQUIE
À ALGER

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a reçu hier au siège du ministère, M. Muhammet Mucahit Kucukyilmaz, qui lui a remis les copies figurées des lettres de créance l'accré-

ditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Turquie auprès de la République algérienne démocratique et populaire, indique un communiqué du ministère. R.N.

POUR POURVOIR DE
NOUVEAUX POSTES
LA DIRECTION
GÉNÉRALE DE LA
SÛRETÉ
NATIONALE
RECRUTE

La Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN) a annoncé l'ouverture d'un concours de recrutement par sélection et sur dossier pour intégrer le corps des agents contractuels similaires à différents grades.

Dans une publication sur sa page officielle Facebook, les mêmes services ont souligné que ces recrutements se feront sous contrat à durée déterminée pour l'année 2023. "Vous pouvez obtenir le formulaire de participation ainsi que les critères de recrutement en visitant le site web et les plateformes de médias sociaux de la police algérienne (Facebook, Instagram et Twitter)", conclut la même source. R.N.

BLIDA
33 BLESSÉS DANS UN GRAND
CARAMBOLAGE SUR L'AUTOROUTE
EST-OUEST

33 personnes ont été blessées hier dans un accident de la circulation survenu sur l'autoroute Est-Ouest dans la wilaya de Blida. Selon la Protection civile, il s'agit d'un carambolage survenu à 04h 36 au niveau de l'échangeur de Cheffa,

impliquant 20 véhicules (12 voitures touristiques, 07 camions et un bus de transport de voyageurs). D'importants moyens ont été mobilisés par la Protection civile pour évacuer les blessés et libérer la route. R.N.